

N°315 **BIO**
PRESSE

DÉCEMBRE 2024

PRODUCTION ANIMALE

PRODUCTION VÉGÉTALE

MARCHÉ

ÉCOLOGIE & RURALITÉ

VIE PROFESSIONNELLE

**RECHERCHE & SYSTÈME
SPÉCIFIQUE**



AGENDA

(Concernant l'agenda, nous vous invitons à vérifier le maintien ou non des différents évènements)

Du 14 au 16 janvier 2025, à Angers (49)

SIVAL

<https://www.sival-angers.com/>

Les 16 et 17 janvier 2025, à Paris (75)

Formation FNAB/GAB Ile-de-France : « Agir pour la transition agricole et alimentaire de mon territoire »

<https://territoiresbio.org/developper-des-filieres-bio/formation-agir-pour-la-transition-agricole-et-alimentaire-de-mon-territoire/>

Le 21 janvier 2025, de 16h à 17h30, en Webinaire

Webinaire organisé par l'IFV et l'ITAB : « Etat des lieux sur les ravageurs émergents en viticulture en France »

Inscriptions :

<https://register.gotowebinar.com/register/4177357378905650013>

Du 21 au 23 janvier 2025, à Calais (62)

Rencontres Nationales de l'ABC (Agriculture Biologique de Conservation) : « ABC et biodiversité fonctionnelle »

<https://www.bio-hautsdefrance.org/agenda/rencontres-agriculture-biologique-conservation/>

Du 27 au 29 janvier 2025, au Parc des Expositions de Montpellier, à Pérols (34)

Millésime BIO

<https://www.millesime-bio.com/>

Le 11 février 2025, de 13h à 14h, en Webinaire

Webinaire Les rendez-vous d'Osaé - Osez l'Agroécologie : « Comment la méthanisation peut-elle s'intégrer à un système agroécologique en AB ? »

<https://solagro.org/agenda/webinaires-osae-2024-2025>

Du 11 au 14 février 2025, à Nuremberg (Allemagne)

BIOFACH

<https://www.biofach.de/en>

Du 14 au 16 février 2025, à Rezé (44)

Salon Natura

<https://salon-natura.com/>

Du 22 février au 2 mars 2025, à Paris Expo - Porte de Versailles (75)

Salon International de l'Agriculture

<https://www.salon-agriculture.com>

Du 7 au 9 mars 2025, à Coruña (Espagne)

Salon BioCultura

<https://www.biocultura.org/>

Du 14 au 17 mars 2025, au Parc Floral de Paris, à Paris (75)

Salon Vivre Autrement

<https://www.salon-vivreautrement.com/>

Les 19 et 20 mars 2025, à Paris (75)

Journées de printemps de l'AFPF 2025 : « Rôles de la prairie et des fourrages dans la compétitivité des élevages dans les territoires »

<https://afpf-asso.fr/journee/journees-de-printemps-2025>

Du 28 au 30 mars 2025, à Angers (49)

Salon Zen&Bio

<https://www.salon-zenetbio.com/>

Du 25 au 27 avril 2025, à Lille (59)

Salon Naturabio

<https://www.salon-naturabio.com/>

AGENDA (SUITE)

Les 21 et 22 mai 2025, à Villefranche-d'Allier (03)

Salon de l'herbe et des fourrages

<https://www.salonherbe.com/>

Du 29 mai au 1^{er} juin 2025, à Barcelone (Espagne)

Salon BioCultura

<https://www.biocultura.org/>

Du 31 août au 4 septembre 2025, au Royaume-Uni

3^{ème} Congrès International de Recherche en Biodynamie : « The whole and its parts : Researching biodynamic agriculture »

<https://www.biodynamic-research.org/>

<https://biodynamie-recherche.org/3e-congres-international-de-recherche-en-biodynamie-a-vos-agendas-2025/>

Les 24 et 25 septembre 2025, à Bourg-lès-Valence (26)

Salon Tech&Bio

<https://www.tech-n-bio.com/fr>

Du 21 au 23 octobre 2025, au Lycée agricole de Châteauroux, à Châteauroux (36)

6èmes Biennales des conseillers fourragers

<https://afpf-asso.fr/biennales-des-conseillers-fourragers>

Du 6 au 9 novembre 2025, à Madrid (Espagne)

Salon BioCultura

<https://www.biocultura.org/>

Du 30 novembre au 2 décembre 2025, à Paris Expo Porte de Versailles (75)

Natexpo 2025

<https://natexpo.com>

Pour plus de dates d'évènements bio :

www.abiodoc.com



Toute l'équipe d'ABioDoc vous souhaite de très belles fêtes de fin d'année.

ABioDoc sera fermé du 19 décembre au 5 janvier.

SOMMAIRE

Productions animales	4
Apiculture	4
Elevage	4
Productions végétales	16
Arboriculture	16
Contrôle des adventices	17
Grandes cultures	17
Jardinage	17
Maraîchage	18
Protection phytosanitaire	20
Sol	21
Viticulture	21
Marché	23
Filière	23
Qualité	28
Santé	28
Ecologie et ruralité	30
Agriculture-environnement	30
Développement rural	32
Energie	35
Environnement	37
Vie professionnelle	38
Annuaire	38
Economie	38
Etranger	39
Généralités	40
Organisation de l'Agriculture Biologique	41
Recherche et système spécifique	42
Agroforesterie	42
Recherche	43
BREVES ABIODOC	45
Bulletin d'abonnement	49
Tarifs du service documentaire	49
Bon de commande	50
Coordinnées des éditeurs des ouvrages cités	51

BIO PRESSE

VetAgro Sup



Revue éditée et imprimée par ABioDoc
Centre National de Ressources
en Agriculture Biologique,
avec le soutien du ministère
en charge de l'Agriculture,
de l'Agence Nationale de la
Cohésion des Territoires,
de la DRAAF Auvergne-Rhône-Alpes

VetAgro Sup
Campus agronomique de Clermont
89, Avenue de l'Europe
CS 82212 - 63370 LEMPDES (France)
Tél : 04.73.98.13.99
abiodoc.contact@vetagro-sup.fr
www.abiodoc.com

Suivez-nous sur <https://fr-fr.facebook.com/biopresse>

Suivez ABioDoc sur <https://twitter.com/ABioDoc>

Suivez ABioDoc sur <https://www.youtube.com/@abiodoc-vetagrosup4086>

Suivez ABioDoc sur <https://www.linkedin.com/in/abiodoc-vetagro-sup-831559206/>

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Etienne PAUX - Directeur général adjoint de VetAgro Sup

RÉDACTRICE EN CHEF

Sophie VALLEIX - Responsable d'ABioDoc

RÉALISATION

Esméralda RIBEIRO et Stéphane JOSEPH

ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO :

Aurélie BELLEIL, Pauline BOBB, Brieuc CORNET, Esméralda RIBEIRO,
Myriam VALLAS, Sophie VALLEIX



PRODUCTIONS ANIMALES

ÉLEVAGE

« Trouver la bonne ferme à 145 000 euros »

JULIEN Cécile

Christophe Schilliger est éleveur de bovins lait bio, en Ille-et-Vilaine. Il a repris la ferme en 2021, pour 120 000 €, auxquels il a ajouté quelques investissements en matériel et dans les chemins. Celle-ci comprend 47 ha en tout herbe, pour une trentaine de vaches. La ferme produit 90 000 litres de lait bio, en système monotraite, et dégage un EBE de 38 000 € pour un revenu de 18 000 €.

REUSSIR LAIT N ° 386-387, 01/01/2024, 2 pages (p. 56-57)
réf. 315-002

APICULTURE

Rencontre avec Gaël Volland et Nathalie Accili, GAEC Miels et Saveurs, apiculteurs bio à Allarmont (88)

TONIN Carole

A Allarmont, dans les Vosges, la ferme de Gaël Volland et de Nathalie Accili, composée de 300 ruches, propose une production 100% bio depuis 2022. La vente de leurs produits (bougies, propolis, miel...) s'effectue au travers de leur boutique en ligne, à 42%, mais aussi en direct, à 35%, et en circuits courts, à 23%, en passant par deux magasins de producteurs et par des magasins bio. Ces dernières années, les apiculteurs français rencontrent des difficultés dues à l'inflation. La situation est plus difficile pour les apiculteurs bio, avec notamment des ventes en forte baisse dans les grandes surfaces. Face à cette crise, plusieurs apiculteurs ont renoncé à leur conversion bio, voire sont même repassés en conventionnel. Le changement climatique pose également problème : les étés sont secs et les fleurs séchent, ce qui empêche les abeilles de constituer des réserves suffisantes pour survivre à l'hiver et qui peut entraîner la mort d'une colonie. Gaël, président de l'AOP Miel de sapin des Vosges, déplore également la diminution progressive des sapins blancs des forêts vosgiennes, qui se meurent à cause des canicules à répétition. D'ici 2050, si la situation ne change pas, le Miel de sapin des Vosges risque fortement de disparaître.

<https://biograndest.org/?s=lettres+ab>
LES LETTRES AB - MAGAZINE DES PRODUCTEURS BIO DU GRAND EST N ° 69, 01/05/2024, 2 pages (p. 13-14)

réf. 315-061

« Mes bâtiments bio sont opérationnels »

KERGUILLEC Estelle

Arnaud Jolly est éleveur de porcs bio, dans les Côtes d'Armor. Il a converti sa ferme deux ans plus tôt et témoigne des adaptations inhérentes à cette conversion et de ses pratiques d'élevage : structure des logements, fonctionnement de la maternité, du nourrissage, du paillage, etc. Avec 150 truies en système naisseur-engeisseur, il a pour objectif de produire 3 300 porcs charcutiers par an. L'aménagement de ses bâtiments lui a coûté 900€ par place d'engraissement.

REUSSIR PORC N ° 315, 01/01/2024, 2 pages (p. 30-31)
réf. 315-003



Prévenir les maladies en élevage de volailles bio par la prophylaxie et les soins préventifs

BRIOUDE Solenn

Depuis janvier 2022, Bio 63 anime un GIEE Volailles bio, qui regroupe 7 élevages situés en Haute-Loire et dans le Puy-de-Dôme et qui commercialisent en circuits courts. Ce groupe travaille notamment sur la prévention des maladies des volailles, à travers plusieurs grands axes. Chaque axe est présenté avec des généralités, des conseils d'un vétérinaire et des retours d'expériences des éleveurs du GIEE. La prophylaxie commence par une bonne compréhension de l'anatomie des volailles : le système respiratoire, la vue, l'appareil digestif, etc. Le bien-être des volailles est favorisé en assurant leur besoin d'occupation (parcours et litière favorables au becquetage, grattage, etc.), en limitant le stress et en maintenant de bonnes conditions lumineuses (entre 20 et 25 lux en bâtiment) et climatiques (température de confort entre 10 et 25 °C). Au niveau de l'alimentation, les volailles ont besoin de céréales, de protéines végétales (féveroles, tourteaux, orties, etc.), mais également de protéines animales (insectes, vers, etc.), qu'elles trouvent sur les parcours. Le GIEE développe aussi des méthodes de prévention et de soin contre le parasitisme. Les vers intestinaux peuvent être contrôlés grâce à l'ingestion de plantes à tanins (chicorée, plantain, tanaisie, etc.) ; les poux rouges, visibles uniquement la nuit, doivent être suivis régulièrement ; la coccidiose est contrôlée en maintenant la litière sèche (paillage régulier) et en acidifiant l'eau de boisson, par exemple avec du vinaigre.

<http://www.auvergnerhonealpes.bio/telechargements/>
LA LUCIOLE N ° 40, 23/09/2023, 5 pages (p. 15-19)

réf. 315-013

Le sainfoin, une légumineuse pas comme les autres

HUET Sabine / BIGNON Emeline

Le sainfoin est une légumineuse fourragère qui apprécie les sols calcaires et séchants, et qui a une pérennité de 3 à 4 ans, explique Amélie Boulanger, conseillère à la Chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle. Assez rustique, cette légumineuse résiste bien au froid et à la sécheresse. En général récolté en foin, le rendement du sainfoin est de l'ordre de 5 t MS/ha. Non météorisant, il peut également être pâturé. Riche en tanins, en oméga 3 et en composés bioactifs, le sainfoin présente une valeur alimentaire intéressante et des propriétés antiparasitaires.

REUSSIR LAIT N ° 389, 01/04/2024, 2 pages (p. 36-37)
réf. 315-020

« Nous désaisonnons nos brebis laitières en bio »

MOREL Bérenger

Johanna Colleau et Emilien Chaillou sont les associés de l'EARL Bél'Laine, en Ille-et-Vilaine. La ferme comprend 280 brebis laitières lacaunes, conduites en bio et en contre-saison, en accord avec la laiterie Olga. Plusieurs leviers facilitent les luttes de printemps : tonte en janvier, parage des onglongs en février, ration riche pour le flushing (avoine, huile de foie de morue, vinaigre, etc.), effet bélier. Les agneaux sont principalement vendus à un engrisseur de Ter'elevage pour la marque Agneaux celtes, ou en direct. Parmi les objectifs actuels de la ferme, figurent l'amélioration de l'autonomie fourragère, en produisant, par exemple, du lupin pour remplacer les achats de concentrés ; et l'augmentation du cheptel à 360 brebis pour commercialiser le surplus à des crémiens-fromagers locaux.

REUSSIR PATRE N ° 714, 01/05/2024, 2 pages (p. 26-27)
réf. 315-024



Je ne me prélève plus de revenu depuis le dernier versement d'aides

GALON Anne-Laure

Arnaud Imbert est éleveur bio de 80 vaches limousines, dans l'Aveyron, en système naisseur-engraisseur. Il témoigne de sa situation économique compliquée, due à une hausse des charges de 20% en 2023 (pour une hausse des produits entre 5 et 10%), mais aussi à des retards dans le versement des aides PAC bio. Il compte sur le fond d'urgence bio et rappelle que la France s'est engagée à atteindre 18% de SAU bio en 2027.

REUSSIR BOVINS VIANDE N ° 325, 01/05/2024, 1 page (p. 9)
réf. 315-025

Suivi herbe : Une année de pâturage au GAEC des Goublayes (3)

JOFFET Inès

Le GAEC de Nolwenn et Yann Yobé, en élevage de bovins lait bio dans les Côtes d'Armor, fait l'objet d'un suivi, durant toute l'année 2024, par l'Echo du Cedapa. La ferme comprend 71 ha de SAU, dont 60 ha de prairies, pour 48 vaches laitières normandes. Dans cet article, il est question du déprimeage et de la pleine pousse de l'herbe. La mise à l'herbe des vaches, à la mi-février, a été perturbée par les pluies. Les stocks hivernaux d'ensilage d'herbe ont été terminés le 13 mars, entraînant la mise en pâture jour et nuit. En avril, les pluies ont dégradé certains chemins d'accès, empêchant le pâturage de 12 ha d'herbe, qui seront donc, en partie, fauchés. A cause de la météo d'avril, le temps de retour de 30 jours n'a pas toujours été suffisant pour retrouver une bonne hauteur d'herbe. En compensation, les vaches ont reçu un complément à l'auge de 3,5 kgMS de foin, en plus des 0,8 kg de céréales comme concentré énergétique. La stabulation de la ferme est vidée durant le printemps, pour l'entretien sanitaire, mais également pour y accueillir des événements culturels. En outre, la ferme ouvre son camping dès le 1er juin.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48766>
ECHO DU CEDAPA (L') N ° 172, 01/05/2024, 1 page (p. 2)
réf. 315-026

La ferme des Obiones à Roz-sur-Couesnon (35)

OGEL Tyfenn

Sophie et Félix Esvan élèvent des ovins viande, en bio, en Ille-et-Vilaine. La ferme comprend 450 brebis allaitantes en race croisée. Les animaux pâturent de mars à décembre dans 200 ha de prés salés (appelés herbus), loués au conservatoire du littoral. Située dans une zone touristique (Mont Saint-Michel à proximité), la ferme comprend également deux gîtes. Sophie s'est installée en 2018, à la suite d'un stage de parrainage de 6 mois. Elle a choisi cette ferme pour, entre autres, son faible investissement (100 000 €), la démarche qualité en place (AOP Agneaux des prés-salés du Mont Saint-Michel) et le regroupement du parcellaire. Grâce au réseau du Cedapa, elle a tout de suite eu confiance dans son système herbager et a pu compter sur le soutien d'éleveurs voisins.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48767>
ECHO DU CEDAPA (L') N ° 172, 01/05/2024, 1 page (p. 4)
réf. 315-027



Les reports de stocks sur pied en élevage herbager

COGNE Marguerite

Techniquement, le stock sur pied d'une prairie est la quantité de matière sèche disponible sur une surface donnée, calculée ainsi : (hauteur d'entrée – hauteur de sortie)*densité de l'herbe moyenne*surface du paddock. Plus couramment, « faire des stocks sur pied » signifie reporter un excédent d'herbe de printemps sur la période estivale, au lieu de la faucher. L'intérêt est économique (pas de frais de fauchage ni de stockage) et agronomique (apport de matière organique par les ruminants au pâturage, meilleure adaptation à la sécheresse en été, montée en graines des légumineuses qui se ressèment, etc.). En revanche, l'herbe plus âgée présente une valeur alimentaire équivalente à du foin, donc plutôt adaptée à des animaux avec de moindres besoins. Michel Hamon, en bovins lait bio dans les Côtes d'Armor, élève 49 vaches laitières, sur 67 ha en herbe. En mai, il laisse certaines parcelles ni pâturées, ni fauchées, afin de les utiliser en juin ou juillet. En été, le temps long de retour sur prairie (80 jours en août) permet ensuite de faire pâturer les vaches tout l'automne. Guillaume Menguy, éleveur bio de 45 vaches laitières sur 65 ha d'herbe (Côtes d'Armor), possède peu de parcelles accessibles au pâturage. Il effectue deux fauches par prairie, et laisse ensuite les génisses pâturer à partir du mois de septembre. David Trégarth est éleveur bio, en bovins viande et ovins, en Ille-et-Vilaine, en plein air intégral. Il n'effectue aucun affouragement en été, grâce à son stock sur pied.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48769>
ECHO DU CEDAPA (L') N ° 172, 01/05/2024, 2 pages (p. 6-7)
réf. 315-029

Comment va ma prairie ?

ROUSSELET Solène

Un diagnostic prairial permet de déterminer l'état d'une prairie, et notamment d'évaluer si celle-ci peut encore remplir les fonctions que l'éleveur attend d'elle. Dans le cadre du projet Perpet, sur la pérennité des prairies temporaires, un outil d'accompagnement collectif (OAC) a été créé à cette fin : Mission Perpet®. Utilisable avec un groupe d'éleveurs, sur la parcelle de l'un d'entre eux, cette animation d'environ une demi-journée se déroule en trois étapes : le diagnostic prairial en tant que tel, la définition de la fonction fourragère de la prairie et, pour finir, la discussion autour des pratiques mises en œuvre et de celles à mettre en place suite au diagnostic.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48771>
ATOUT TREFLE (L') N ° 112, 18/03/2024, 2 pages (p. 4-5)
réf. 315-041

Suivi herbe : Une année de pâturage au GAEC des Goublayes (2)

JOFFET Inès

Nolwenn et Yann Yobé sont installés dans les Côtes d'Armor, sur une ferme laitière où ils élèvent 48 vaches Normandes et leur suite en agriculture biologique. Pendant l'hiver 2023-2024, les laitières étaient en bâtiment, alors que les vaches taries et les génisses sont restées dehors. La sortie des laitières s'est faite très progressivement tout au long du mois de février 2024, en fonction des conditions météorologiques et notamment des pluies bien présentes. Chaque année, une partie des vaches laitières est inséminée en race Normande, les autres le sont avec des races à viande. Trois veaux et un bœuf restent sur la ferme pour y être engrangés ; les autres partent en filière longue en Espagne, ce qui pose des questions d'éthique au couple d'éleveurs. Cet article est le second d'une série qui suivra cette ferme sur toute une campagne.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48772>
ECHO DU CEDAPA (L') N ° 171, 01/03/2024, 1 page (p. 2)
réf. 315-042



Une transmission pour deux installations

COULOMBEL Morgane

Entre 2020 et 2022, la ferme La Clef des Garennes, qui s'étend sur 37,5 ha dans les Côtes d'Armor, est passée de deux à six UTH, et de deux à trois productions avec, en sus, de la transformation et de la vente directe à la ferme. Depuis 1986, Joël Guillo y élevait un troupeau de vaches laitières. Il a été rejoint par sa femme en 1996, qui s'est installée avec un atelier de poulettes (sur l'EARL de La Clef des Garennes). En 2020, ils cèdent 2,5 hectares à leur fille et leur gendre qui ont un projet d'installation en maraîchage bio (création du GAEC La Clef des Garennes, en plus de l'EARL) et qui mettent en place un magasin à la ferme. Depuis, ils ont vu l'installation d'un autre couple sur un élevage de chèvres laitières, avec transformation et vente directe, et la création d'une troisième entité administrative, la ferme Elle bête à La Clef des Garennes, en conversion bio. Ainsi, Joël a pu partir à la retraite à 60 ans et, lorsque son épouse partira à son tour, une installation supplémentaire sera possible, sur une vingtaine d'hectares disponibles, pour ce projet diversifié qui a apporté un nouveau dynamisme à l'échelle du territoire.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48773>
ECHO DU CEDAPA (L') N ° 171, 01/03/2024, 1 page (p. 4)
réf. 315-043

Voyage d'étude à Lusignan (86) : comment adapter les élevages herbagers aux contraintes climatiques ?

KERNALEGUEN Anaïs

En septembre 2023, un groupe d'éleveurs bretons, adhérents du CEDAPA et du CIVAM AD 56, se sont rendus dans la Vienne pour échanger avec d'autres éleveurs autour de l'adaptation des systèmes herbagers au changement climatique. La Vienne était, depuis plusieurs années, déficitaire en eau, et les élevages laitiers disparaissent peu à peu du territoire. Dimitri et Guillaume Galbois, qui ont accueilli le groupe sur leur ferme bio, estiment qu'il faut 30 % de surfaces supplémentaires pour nourrir leur troupeau de 86 vaches laitières par rapport à la fin des années 2010. Le groupe breton s'est aussi rendu à l'Inrae de Lusignan, pour visiter l'expérimentation OasYs. Celle-ci est dédiée à l'adaptation d'un troupeau laitier au changement climatique. Le système fourrager y est très diversifié, avec trois rotations différentes selon la distance aux bâtiments d'élevage ; le pâturage est maximisé et complémenté par des arbres fourragers.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48775>
ECHO DU CEDAPA (L') N ° 171, 01/03/2024, 2 pages (p. 6-7)
réf. 315-045



Retour sur 5 ans de recherche à la ferme expérimentale de Thorigné d'Anjou – 1ère partie

ROSELIN Emilie / MELE Jules

Le 16 mai 2024, la Ferme expérimentale de Thorigné d'Anjou (Maine-et-Loire) a organisé une restitution de ses travaux en cours, dont certains sur la gestion des prairies et des fourrages. La ferme est en système polyculture-élevage, en bovins allaitants bio, sur 145 ha pour 130 UGB. La ferme est 100% autonome en fourrages et en concentrés, l'herbe pâturée représentant 51% de la ration. Deux types de prairies temporaires sont présents sur la ferme : la prairie à flore variée, composée de 5 à 7 espèces dont 2 à 3 légumineuses, avec un usage mixte (pâturage, foin, etc.) et la prairie de légumineuses fauchées, pour l'autonomie protéique. Les conditions pédoclimatiques (faible pluviométrie, sol séchant), en contexte de changement climatique, imposent la mise en place de stratégies spécifiques. Les prairies temporaires sont semées sous couvert de méteils. Plusieurs types de méteils ont été testés (dominance protéagineux ; mixte ; dominance céréales), à des stades de récolte différents (à la floraison des protéagineux ; à la floraison des céréales ; tardif).

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48812>
ATOUT TREFLE (L') N ° 113, 13/06/2024, 4 pages (p. 4-7)
réf. 315-039

Jérémy et Nuria, s'engager et s'ouvrir aux autres

LYONNAIS Laurence

Jérémy et Nuria sont éleveurs à la Ferme d'Uzelle, dans le Doubs. Ils ont créé leur activité en 2014, directement en bio, en reprenant 19 ha via la Safer. Le système d'élevage de la ferme est multi-espèces (poules pondeuses, chèvres, brebis, vaches), adapté à une petite surface et à la vente directe. Un bâtiment compact, de 800 m², a été construit pour le stockage des fourrages, le logement des animaux, ainsi que pour deux laboratoires de transformation (lait et viande). Plusieurs poulaillers mobiles ont été réalisés à partir d'anciennes bœtaillères. L'ensemble des plans des bâtiments et des équipements sont mis à disposition sur la plateforme de l'Atelier Paysan. La ferme commercialise ses œufs, ses fromages et sa viande principalement sur les marchés et à la ferme. Nuria développe l'accueil pédagogique à la ferme et des classes des environs visitent régulièrement le site. En outre, la ferme a été sollicitée, en 2023, dans le cadre de l'Altertour, pour accueillir du public ; cet événement a été l'occasion d'échanger avec des végétaliens, dont certains ont reconnu le respect du bien-être animal sur la ferme de Jérémy et de Nuria.

CAMPAGNES SOLIDAIRES N ° 405, 01/05/2024, 2 pages
(p. 14-15)

réf. 315-101



Elevage herbivore : Luzernière : La période d'implantation en interrogation

DESMAISON Philippe

Dans le Sud des Deux-Sèvres et dans le Nord de la Charente-Maritime, le changement climatique provoque une accentuation du stress hydrique en septembre, ce qui remet en question l'efficacité des semis de luzerne en fin d'été. Le semis en fin d'été permet, potentiellement, d'optimiser la production dès l'année d'implantation. Classiquement, un faux-semis en septembre permet la levée des adventices et leur destruction, avant la levée de la luzerne. Or, l'absence de pluie en septembre retarde la levée des adventices, qui germent en même temps que la luzerne, en octobre, empêchant leur désherbage, ce qui provoque une baisse importante de production de luzerne. En alternative, le semis de luzerne sous couvert de céréales, en sortie d'hiver, apparaît plus en phase avec la physiologie de la luzerne. Le semis peut être effectué dès le 20 février, par exemple sous une orge de printemps.

https://nouvelle-aquitaine.chambres-agriculture.fr/fileadmin/user_upload/Nouvelle-Aquitaine/094_Inst-Nouvelle-Aquitaine/Documents/bio/doc/ProFilBio_22_web.pdf

PROFILBIO N ° 22, 01/06/2024, 3 pages (p. 33-35)
réf. 315-109

Le prix de revient publié par le Cniel bondit de 14 %

JUANCHICH Alizée

Le Cniel (l'interprofession laitière) a publié les indicateurs économiques de production du lait de vache pour 2023. En bio, les coûts de production sont passés de 726€/1000 l en 2022 à 787€/1000 l en 2023, en plaine, et de 882€ à 946€ en montagne. Concernant les prix de revient du lait, ils sont passés de 516€/1000 l en 2022 à 554€/1000 l en 2023 en plaine, et de 629€ à 682€ en montagne.

REUSSIR LAIT N ° 394, 01/10/2024, 1 page (p. 9)

réf. 315-110

Le traitement antibiotique au tarissement n'est pas automatique

PICHON Alexandre / PICHON Didier

Alexandre et Didier Pichon, du Gaec de Grande Fontaine, sont éleveurs de bovins laitiers bio dans l'Ain. Ils utilisent, depuis 5 ans, un testeur de conductivité du lait au tarissement. Concrètement, pour toutes les vaches, le premier jet de chaque quartier est testé juste avant le tarissement. La conductivité du lait est un indicateur d'infection : en effet, le taux d'ions dans le lait (conducteurs de l'électricité) augmente lorsqu'une mammité se déclenche dans un quartier, avant l'apparition des signes cliniques. En conséquence, le Gaec n'effectue un traitement antibiotique que sur les quartiers présentant un lait à forte conductivité. Selon Alexandre et Didier, ce test demande un faible investissement (appareil à 350 €), il est facile à mettre en place et il contribue à utiliser moins d'antibiotiques.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48833>
VOIX BIOLACTEE (LA) N ° 115, 01/06/2024, 1 page (p. 39)
réf. 315-114

Quel type génétique en élevage alternatif de mâles entiers ?

POILVET Dominique

Un essai comparant deux types génétiques en élevage porcin bio a été mené par Inrae. L'objectif était d'identifier, parmi des porcs Large White x Duroc Nucléus ou des porcs Large White x Piétrain NN, lesquels étaient les mieux adaptés à une conduite en mâles entiers (non castrés) en élevage biologique. Les résultats concernant le bien-être animal, ainsi que la qualité de la viande et des carcasses sont présentés dans cet article. D'autres essais, réalisés par l'Iffip et Innozh, ont cherché à définir l'impact d'une alimentation plus fibreuse à l'engraissement sur l'apparition d'odeurs indésirables dans la viande de porcs non castrés.

REUSSIR PORC N ° 319, 01/06/2024, 1 page (p. 21)

réf. 315-048



Un système Préalpes sédentaire au GAEC des Breissand à Le Castellard-Melan (04)

DAVY Fabien

Intégré dans Réseaux d'élevage Inosys, le Gaec des Breissand, dans les Alpes-de-Haute-Provence, est une ferme d'élevage d'ovins viande, en bio. La ferme comprend 140 brebis Mourerous et Préalpes et 20 vaches allaitantes, pour 140 ha de SAU, dont 68 ha en prairies permanentes. Les agnelages sont concentrés à 25 % en janvier et à 75 % en septembre, avec une productivité moyenne de 1,3 agneaux par brebis. Les ingrédients de la ration d'engraissement des agneaux (orge aplatie et mœteil vesce-avoine) sont produits à la ferme. Les brebis sont à l'herbe 8 mois dans l'année ; les stocks de fourrages et de concentrés sont quasiment à 100 % autoproduits. Les agneaux sont commercialisés en vente directe, pour un prix moyen de 124 € (poids moyen de 16,1 kg carcasse). Parmi les problématiques actuelles sur la ferme, figurent le temps passé à désherber les clôtures, l'obligation de rentrer tous les soirs les animaux à cause de la prédatation et la difficulté à fidéliser la main d'œuvre.

<https://tinyurl.com/ypc82y22>

2024, 2 p., éd. INSTITUT DE L'ÉLEVAGE

réf. 315-117

« Nous avons diminué notre cheptel pour retrouver de l'autonomie »

REUSSIR LA CHEVRE

Le Gaec de Cervel, en Aveyron, a connu une évolution importante, ces dernières années. Cette ferme d'élevage caprin est récemment passée en bio. Le troupeau a été réduit (de 400 à 240 chèvres) et l'installation d'un séchage en grange a permis d'améliorer l'autonomie fourragère de la ferme. Si la majorité du lait est livré à la laiterie Terra Lacta, l'arrivée d'une associée supplémentaire a permis le développement de l'atelier de transformation, 10 % du lait étant maintenant transformé en fromages.

REUSSIR LA CHEVRE N ° 382, 01/05/2024, 2 pages (p. 24-25)

réf. 315-118

« Je vend des chevreaux élevés sous la mère »

ROYANT Maelenn

Emilien Retailleau est éleveur caprin à la ferme de la Bonnellerie, en bio, dans la Vienne. La ferme comprend une cinquantaine de chèvres poitevines, pour une production de 13 000 litres de lait, entièrement transformés en fromages, sur place. L'éleveur engrasse la majorité de ses chevreaux, élevés sous la mère. Il les conduit à l'abattoir lorsqu'ils ont entre 6 et 7 semaines et les commercialise en vente directe.

REUSSIR LA CHEVRE N ° 382, 01/05/2024, 1 page (p. 44)
réf. 315-119

Quelles génétiques pour les systèmes d'élevages certifiés en agriculture biologique ?

CANARIO Laurianne / BÉDÈRE Nicolas / VANDEPUTTE Marc / ET AL.

Dans les systèmes qui appliquent les principes de la production biologique, la robustesse des animaux est davantage sollicitée pour faire face aux fluctuations de l'environnement. Divers scénarios génétiques sont possibles pour adapter les populations animales, afin de promouvoir l'essor des systèmes biologiques. Cet article s'intéresse à plusieurs productions : porcins, aviculture, aquaculture, bovins et petits ruminants. La sélection génétique animale en AB s'appuie notamment sur les caractères suivants : Fertilité, reproduction et qualités maternelles ; Capacité d'ingestion et efficacité de transformation des aliments ; Résistance aux maladies ; Autonomie et capacité d'adaptation ; Longévité fonctionnelle. Cependant, les caractères peuvent être influencés par les interactions qui existent entre la génétique des animaux et l'environnement.

<https://doi.org/10.20870/productions-animaux.2024.37.2.8177>
INRAE PRODUCTIONS ANIMALES N ° Vol. 37, n °2 - Numéro spécial "L'élevage biologique : conditions et potentiel de développement ", 13/09/2024, 17 pages (p. 1-17)

réf. 315-091



Gestion de la reproduction sans hormones chez les mammifères d'élevage en AB en France

PELICER-RUBIO Maria-Teresa / FRÉRET Sandrine / FERCHAUD Stéphane / ET AL.

La réussite de la reproduction est un élément-clé de la rentabilité des élevages. Comment la gérer en élevage bio dont le cahier des charges interdit les traitements à base d'hormones ou de substances analogues en vue de maîtriser la reproduction ? Quelles alternatives sont disponibles ou en cours d'étude ? Comment équilibrer les enjeux financier, réglementaire et éthique dans la gestion de la reproduction en élevage bio ? Cette synthèse scientifique aborde ces différents éléments pour les ovins et les caprins, pour les porcins et pour les bovins. Effet mâle, flushing, outil de détection automatisée des chaleurs, traitement lumineux, lactations longues sont autant de techniques utilisées, en particulier chez les petits ruminants et les porcins.

<https://doi.org/10.20870/productions-animaux.2024.37.2.7445>
INRAE PRODUCTIONS ANIMALES N ° Vol. 37, n °2 - Numéro spécial "L'élevage biologique : conditions et potentiel de développement ", 13/09/2024, 21 pages (p. 1-21)

réf. 315-092

Proverbial pour valoriser les jeunes bovins en France : Et pourquoi pas du Bouvibio ? ; Valorisation des jeunes bovins bio : Des retours du terrain inspirants

RIPOCHE Frédéric

En bovins allaitants biologiques, près de 60 % des mâles sont vendus en broutards de 7 à 8 mois pour être engrangés en ateliers conventionnels en Italie ou en Espagne. Le projet Casdar Proverbial (2021-2024) a travaillé sur les alternatives possibles pour, en particulier, mieux alimenter la restauration collective en viandes biologiques locales, en profitant notamment de la loi Egalim. Ce projet s'est plus particulièrement centré sur la production, pour ce débouché, d'un jeune bovin mâle, d'âge compris entre 8 et 13 mois, nourri avant tout à l'herbe et dénommé Bouvibio. Ainsi, les travaux conduits ont porté sur les itinéraires techniques de production, sur la qualité des viandes issues de ces Bouvibio (poids des carcasses, niveau de finition, qualité gustative...) et sur l'impact environnemental à attendre si cette production se développait en France, en s'appuyant, pour cela, sur des simulations conduites sur deux régions « focus » : Auvergne-Rhône-Alpes et Occitanie. Une méthode de calcul du prix du Bouvibio a été aussi développée, basée sur le prix du broutard. Les résultats montrent, notamment, que cette viande est bien appréciée des consommateurs (tests réalisés auprès de 800 convives en restauration collective publique et commerciale) et qu'elle présente plusieurs avantages en cuisine (cuisson rapide, tendreté, bonne taille des portions, bon rendement à la cuisson...). Plusieurs éleveurs ou opérateurs témoignent de leur intérêt pour le Bouvibio et pour son développement.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48852>
BIOFIL N ° 154, 01/07/2024, 6 pages (p. 38-43)

réf. 315-094



Suivi herbe : Une année de pâturage au GAEC des Goublayes (4)

JOFFET Inès

L'Echo du Cedapa suit, pendant un an, le fonctionnement du Gaec des Goublayes (Côtes d'Armor), géré en bio par Nolwenn et Yann Yobé. Le Gaec comprend 48 vaches laitières normandes, sur 71 ha, dont 60 ha en prairies. Dans ce quatrième article, Yann et Nolwenn reviennent sur la période d'avril à juin. Au début du printemps, les chemins les plus éloignés étant abîmés par la pluie, les vaches ont eu accès à un nombre restreint de paddocks. Certains paddocks ont été réservés pour la fauche, effectuée en avril, afin de produire des stocks d'herbe ensilée. Les rendements d'herbe au printemps n'ont pas été bons cette année, seulement la moitié des besoins en stock hivernal ont été récoltés. Pour compléter les stocks, des parcelles dédiées aux vaches laitières ont également été fauchées, en mai. Pour couper le cycle du rumex et du chardon, chaque parcelle doit être fauchée au moins une fois. En début d'été, 46 vaches étaient à la traite, suite à 8 vêlages en mai-juin. Une dizaine de vaches étaient taries et devaient vêler en été.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48857>
ECHO DU CEDAPA (L') N ° 173, 01/07/2024, 1 page (p. 2)

réf. 315-124

Changer de système pour changer de vie

LEQUEST Maxime

Françoise et Julien Pichouron sont éleveurs de bovins lait bio, dans les Côtes d'Armor. Après leur installation en 2014, la ferme a été, au départ, gérée de manière conventionnelle et productive, avec 34 ha de maïs, 13 ha de céréales et 66 ha d'herbe pour 100 vaches. En 2018, des problèmes de santé ont motivé les deux éleveurs à changer pour adopter un système tout herbe et bio. Cette transition a été facilitée par l'accompagnement du Cedapa. Pour finir, la ferme laitière est passée en monotraite en 2022. Aujourd'hui, Françoise et Julien sont toujours actifs au sein du groupe d'échange Ecophyto Trégor 3 du Cedapa.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48858>
ECHO DU CEDAPA (L') N ° 173, 01/07/2024, 1 page (p. 4)

réf. 315-125

Des prairies multi-espèces de base luzerne-dactyle

JOFFET Inès

Amaury, éleveur de bovins en bio dans les Côtes d'Armor, implante des prairies multi-espèces sur sa ferme, depuis plusieurs années. Elles représentent, aujourd'hui, 50% du total des prairies. Ces prairies multi-espèces sont à dominante dactyle-luzerne, complétées de fétuques, ray-grass anglais, trèfles, etc. Elles sont bien adaptées aux terres de la ferme (sols drainants et basiques) et aux aléas climatiques causés par le changement climatique, notamment aux éventuelles sécheresses estivales. Le pâturage est rythmé par laousse de la luzerne : lorsqu'elle atteint une hauteur au genou, les vaches peuvent accéder à la parcelle, soit un temps de retour de 35-40 jours, voire de 30 jours en pleineousse. La ferme participe au projet Fermadapt, un projet piloté par Idèle, qui étudie les méthodes d'adaptation au changement climatique des fermes.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48859>
ECHO DU CEDAPA (L') N ° 173, 01/07/2024, 1 page (p. 5)
réf. 315-126

Semis de prairies à flore variée sous couvert de mûrelle

LEQUEST Maxime

Un groupe d'éleveurs du Cedapa a visité la Ferme expérimentale bio de Thorigné d'Anjou (49), dans l'objectif de découvrir des techniques culturales adaptées aux sols séchants. Le semis de prairies à flore variée (multi-espèces) sous couvert de mûrelle est apparu pertinent, pour une production sécurisée, quantitative et qualitative. Le mélange validé par la Ferme expérimentale, pour une prairie pâturée, comprend 10 kg de fétuque élevée, 8 kg de ray-grass anglais, 3 kg de trèfle blanc, 3 kg de trèfle hybride et 3 kg de lotier corniculé. Cette prairie produit bien dès le printemps grâce au ray-grass et au trèfle blanc, et résiste également à la sécheresse estivale grâce à la fétuque ou au lotier. Sa production est, ainsi, de 7,6 tMS/ha/an, contre 6,1 tMS/ha/an en prairie classique ray-grass anglais/trèfle blanc. Pour sécuriser le semis de la prairie, celui-ci peut être effectué en même temps que le semis d'un mûrelle, en octobre. Testés comme alternatives au maïs, plusieurs mûrelles se sont révélés intéressants sur la ferme expérimentale : entre autres, le mélange féverole, triticale, pois fourrager et vesce, récolté en mai-juin, produit un gros volume de fourrage (9,7 tMS/ha).

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48860>
ECHO DU CEDAPA (L') N ° 173, 01/07/2024, 2 pages (p. 6-7)
réf. 315-127



Le lait de foin, « Spécialité Traditionnelle Garantie »

COGNE Marguerite

Le label Lait de foin est un label STG (Spécialité Traditionnelle Garantie), c'est-à-dire un label de qualité qui garantit l'usage d'une méthode de production spécifique, mais sans lien géographique. Ce label est reconnu par l'INAO et est défendu par l'association « Lait de foin ». Concrètement, ce label garantit qu'aucun aliment fermenté (notamment de l'ensilage) n'a été utilisé pour la production du lait : le fourrage est essentiellement composé d'herbe fraîche et de foin (au moins 75% de la ration annuelle). Supprimer les fourrages fermentés permet de produire un lait moins acide, plus riche en oméga 3 et plus facile à transformer en fromages. Pierre Queniat, éleveur bovin lait bio au Gaec de Kerdennet, dans le Finistère, est labellisé STG "Lait de Foin". Son système à l'herbe est performant, notamment grâce à l'installation d'un séchoir en grange.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48861>
ECHO DU CEDAPA (L') N ° 173, 01/07/2024, 1 page (p. 8)
réf. 315-128

Bouvibio Salers/Angus : Des résultats concluants ; Ferme expérimentale des Bordes : Bouvibio : essais en Limousin pur

RIPOCHE Frédéric

Le projet Casdar Proverbial a porté sur la production de jeunes bovins mâles bio (dénommés ici Bouvibio), type broutards alourdis, pour la restauration collective. Des essais ont été conduits sur le site INRAE de Laqueuille, dans le Puy-de-Dôme, et sur la Ferme expérimentale des Bordes, dans l'Indre, pour définir des itinéraires techniques de production pour ces jeunes bovins, abattus, dans les deux cas, à 12 mois. Sur le site d'INRAE, ont été suivis 27 mâles issus de femelles Salers croisées Angus, dont 13 castrés à 2 mois. A la Ferme des Bordes, ont été élevés des mâles limousins non castrés. Elevés dans les deux situations avec leur mère jusqu'au sevrage et à l'herbe, les jeunes bovins ont été finis sur les 3 à 4 derniers mois avant abattage avec l'apport de concentrés type méteil (maximum de 35 % de la ration), plus de l'ensilage à volonté sur la Ferme des Bordes. Les carcasses obtenues sont plutôt légères : de 245 à 264 kg pour les animaux issus de la Ferme des Bordes, de 250 à 285 kg sur le site d'INRAE (285 kg pour les mâles non castrés). La viande est rouge clair et l'engraissement satisfaisant vu l'âge à l'abattage (noté entre 2 et 3). Les résultats montrent un effet positif du croisement avec l'Angus pour une finition plus précoce et un meilleur dépôt de gras. Les mâles castrés ont aussi des dépôts de gras plus importants. Ces essais montrent ainsi que la production de jeunes bovins mâles bio avec peu de concentrés, intéressants pour la restauration collective, est possible : mais cela nécessite une herbe et des fourrages de qualité, aussi bien pour le veau que pour la mère.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48868>
BIOFIL N ° 155, 01/09/2024, 3 pages (p. 53-55)

réf. 315-097



Les exploitations caprines lait du Massif central en agriculture biologique : Résultats de la campagne 2022

COLLECTIF BIORÉFÉRENCES CAPRINS LAIT / BOSSIS Nicole

Dans le cadre du projet BioRéférences 22-28, plusieurs fermes caprines bio ont été suivies dans le Massif central. Une synthèse de leurs résultats technico-économiques, ainsi que de ceux de fermes suivies dans le cadre d'autres dispositifs est présentée dans ce document pour la campagne 2022. Cette année a été marquée par de fortes hausses des coûts des matières premières. Sur les 29 fermes suivies, 16 livrent leur lait à une laiterie. Les 13 autres font de la transformation à la ferme et commercialisent elles-mêmes leur production. Les résultats sont présentés de manière distincte pour ces deux groupes : structure des exploitations (main d'œuvre, surfaces, cheptels...), résultats techniques (production laitière, quantités de concentrés consommés...), marge brute de l'atelier, résultats économiques et coût de production. Dans les élevages fermiers, qui transforment et commercialisent leur production, le coût de production moyen a atteint 4510 €/1000 litres en 2022. Pour les élevages livreurs, sans atelier de transformation et avec des charges de travail moins importantes, il est bien moindre : 1766 €/1000 L en moyenne. Toutefois, avec un meilleur produit pour l'atelier caprin, la rémunération permise par UMO exploitant atteint 0,9 SMIC en élevage fromager, contre 0,3 SMIC/UMO pour les livreurs. Il faut noter de fortes disparités entre les élevages de l'échantillon.

https://pole-bio-massif-central.org/wp-content/uploads/2024/10/synthese-technico-economique_caprins-bio-2022_edition-2024.pdf
2024, 13 p., éd. PÔLE BIO MASSIF CENTRAL

réf. 315-050

Référentiel cas types lait bio Massif central : Conjoncture 2023

COLLECTIF BIORÉFÉRENCES BOVINS LAIT / PECHUZAL Yannick

Ce document compile la description de trois cas-types d'élevages bovins laitiers biologiques, tous situés sur le Massif central : - le cas-type AB1, une ferme avec système de séchage en grange pour le foin ; - le cas-type AB3, une ferme herbagère, mais qui valorise son herbe plutôt sous forme d'ensilage ; - le cas-type AB4, un système de montagne qui intègre un peu de maïs ensilage à ses rations. Ces cas-types, fictifs mais illustratifs des réalités de terrain, ont été construits à partir d'observations concrètes sur des fermes laitières du Massif central. Après une description de chacun de ces cas-types, leurs résultats économiques et leurs coûts de production pour la campagne 2023 sont présentés.

https://pole-bio-massif-central.org/wp-content/uploads/2024/08/cas-types-bovin-lait-bio-massif-central_conjoncture-2023.pdf
2024, 36 p., éd. PÔLE BIO MASSIF CENTRAL

réf. 315-051



PRODUCTIONS VÉGÉTALES

ARBORICULTURE

Arboriculture : Un verger circulaire en zéro phyto

LASNIER Adrien

INRAE pilote un verger innovant, implanté en 2018 sur la Ferme expérimentale de Gotheron, dans la Drôme. Ce verger, en zéro phyto, sur 1,8 ha, comprend 14 espèces fruitières et 23 plantes de services, disposées en cercles concentriques. Cette forme innovante vise à protéger les productions du vent, à limiter l'arrivée des ravageurs et à favoriser l'intégration des auxiliaires. Les rendements sont, pour l'instant, assez faibles ; néanmoins, les fruits produits sont proportionnellement de meilleure qualité que ceux des vergers voisins.

REUSSIR FRUITS ET LEGUMES N ° 446, 01/02/2024, 2 pages (p. 28-29)

réf. 315-005

Voyage d'étude : Carnet de voyage « des pratiques » en vergers de pommes et prunes bio dans le Nord-Est

VENOT Céline / BONHOMME Pauline / DESANLIS Myriam

14 arboriculteurs de la région Auvergne-Rhône-Alpes et d'Ile-de-France ont effectué un voyage d'étude dans le Nord-Est, dans le cadre des groupes Ecophyto 30 000 fruits à pépins et DEPHY Ferme. Christophe, arboriculteur bio à Südhof, en Allemagne, produit des poires, des pommes et divers fruits à noyau sur un verger de 20 ha. Il entretient, sur son verger, des abris à forficules (perce-oreille) contre les pucerons lanigères et des bandes fleuries en inter-rang pour les auxiliaires. Il a également installé 300 poules sous son verger, en poulaillers mobiles, et il sème de la féverole sur le rang pour l'apport d'azote. Philippe Prot est producteur bio de pommes, de poires, de petits fruits et de noix, avec Juliette Démaret et Gilles Libourel, dans la Meuse. Dans le verger, Philippe applique des tisanes (prêle, valériane, reine des prés, etc.) pour protéger les végétaux ; il teste également des solutions alternatives, fondées sur la biodynamie, l'isothérapie ou encore la radiesthésie. Helmut Frischer, agriculteur bio à Steinhalderhof, en Allemagne, cultive de la vigne, des pommes et des quetsches. Pour ses pommiers, il utilise des porte-greffes M25, bien vigoureux, et conduit son verger en hauteur (3 à 4 m). Sur son verger de quetsches, il utilise de l'huile de paraffine contre les pucerons, de la chaux éteinte contre la cochenille et de la farine de quassia contre l'hoplocampe.

<http://www.auvergnerhonealpes.bio/telechargements/>
LA LUCIOLE N ° 40, 23/09/2023, 4 pages (p. 20-23)

réf. 315-014

Pomme : Comment éclaircir en bio ?

LASNIER Adrien

Jean-François Saint-Hilary, du Cefel, observe un manque de solutions disponibles pour l'éclaircissement des vergers de pommiers bio. Au sein du groupe national de travail Eclaircissement, trois solutions sont étudiées. D'une part, l'utilisation de dessiccants sur fleurs, tels que la bouillie sulfocalcique (Curatio) associée à de l'huile minérale, qui montre une efficacité de 20% ; le Curatio n'est, néanmoins, pas homologué pour l'éclaircissement en bio. D'autre part, le Darwin et l'Eclairvale, deux outils d'éclaircissement mécanique, au fonctionnement complémentaire.

REUSSIR FRUITS ET LEGUMES N ° 447, 01/03/2024, 2 pages (p. 34-35)

réf. 315-019



CONTRÔLE DES ADVENTICES

Boîte à outils numérique : Déploiement du désherbage mécanique en AuRA : mise en place d'une boîte à outils pour les agriculteurs

MONDOR Romane / THIRARD Margaux /
DÉPRÉS Céline

Le réseau FRAB/GAB d'Auvergne-Rhône-Alpes et la FRCuma ont déployé une boîte à outils numérique d'accompagnement au désherbage mécanique, à destination des producteurs et des conseillers, en bio ou en conventionnel. Le premier outil, Carto'Mat AuRA, cartographie les outils de désherbage mécanique disponibles chez différents acteurs de la région (Cuma, ETA, exploitants, etc.). Opti'Mat est un outil d'aide à la décision pour l'investissement en matériel agricole de désherbage mécanique, prenant en compte le budget et le fonctionnement de la ferme. Le troisième outil est un programme de formation technique dédié au désherbage mécanique. Jérôme Barange, éleveur de bovins lait en bio, dans le Rhône, témoigne de l'intérêt technique de ces formations et des groupes d'échange entre agriculteurs. Il évalue l'efficacité de sa herse étrille comme plutôt bonne, mais estime qu'une houe rotative serait encore plus efficace pour le désherbage de ses céréales. Les retours d'expériences de 7 agriculteurs, lors des Matinées du désherbage mécanique 2023, ont mis en avant plusieurs leviers de contrôle des adventices : mise en place d'une rotation des cultures adaptée ; intérêt et réglage d'une herse étrille à ressorts ; équipements et réglage de la bineuse.

<http://www.auvergnerhonealpes.bio/telechargements/>
LA LUCIOLE N ° 40, 23/09/2023, 4 pages (p. 11-14)
réf. 315-012

GRANDES CULTURES

Les cultures "appâts" en inter-rang de maïs contre la triade taupin-corvidé-sanglier

COGNE Marguerite

Dans le Finistère, deux éleveurs de bovins lait bio tentent de limiter les dégâts de taupins, de corvidés et de sangliers sur les maïs grain en mettant en place des cultures "appâts" en inter-rang. Cette pratique consiste à planter, dans les inter-rangs de leurs parcelles de maïs, du maïs ou de l'avoine, dont les semences ont été produites à la ferme, pour densifier la parcelle et, ainsi, repousser les prédateurs ou limiter leurs impacts à un moindre coût. Les deux éleveurs expliquent leur stratégie, sans oublier de rappeler qu'il reste impératif de la tester et d'en observer les résultats avant de la généraliser.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48774>
ECHO DU CEDAPA (L') N ° 171, 01/03/2024, 1 page (p. 5)
réf. 315-044

JARDINAGE

Une année de légumes

FORTIER Jean-Martin

Jean-Martin Fortier est un maraîcher québécois qui a mis au point une méthode de production bio-intensive pour petites surfaces. Aujourd'hui, cette expertise n'est plus exclusivement réservée aux maraîchers professionnels, la voici accessible aux jardiniers particuliers. Résumée dans ce guide, la méthode Fortier est une véritable source d'inspiration pour aménager un potager familial. Créer et optimiser l'espace, s'équiper, semer, planter et entretenir ses cultures sont détaillés dans la première partie de cet ouvrage, en préambule à un calendrier perpétuel des travaux qui, mois après mois, accompagnera le jardinier dans ses activités au potager.

2024, 126 p., éd. ÉDITIONS DELACHAUX ET NIESTLÉ
réf. 315-058



MARAÎCHAGE

Chou : Anticiper pour réussir en bio

BERNAUD Clara

Cet article aborde la culture du choux en bio. Il met l'accent sur des méthodes alternatives et la prophylaxie. La parcelle idéale a un pH neutre, voire basique, et elle est riche en matière organique. Une rotation d'au moins 4 ans est idéale entre deux crucifères. Un couvert végétal préalable est pertinent, mais ne doit pas comporter de brassicacées (moutarde, radis, etc.). L'irrigation est nécessaire, sans être excédentaire pour éviter le risque de maladies et d'éclatement des pommes des choux. En outre, l'article apporte des conseils sur le choix des variétés, la densité de semis, la fertilisation, la méthode de désherbage, etc.

REUSSIR FRUITS ET LEGUMES N ° 445, 01/01/2024, 2 pages
(p. 24-25)

réf. 315-001

Tomate : Gagner en précocité en pleine terre

BARGAIN Véronique

Produire des tomates précocement, dès mai-juin, est un argument commercial important pour les maraîchers sous abris froids, en particulier en circuits courts. Agrithermic et l'Astredhor ont développé un système innovant de régulation thermique des serres, sans chauffage : le Thermitube. Ce tube en plastique noir rempli d'eau stocke l'énergie du Soleil et la rediffuse progressivement, pour un gain moyen de 0,5 °C en avril, d'après un essai mené par la Chambre d'agriculture d'Île-de-France. Dans le cadre du projet Resistom, Terre d'Essais a également testé le Thermitube, en production de tomates bio avec, pour résultat, une précocité de récolte d'une semaine. Thierry Nania, producteur de tomates bio dans les Bouches-du-Rhône, au sein du groupe Méditerrabio, a équipé 2500m² de ses serres non chauffées avec le Thermitube (4€/m² de serre), pour un gain de précocité de récolte de 15 jours.

REUSSIR FRUITS ET LEGUMES N ° 446, 01/02/2024, 3 pages
(p. 20-22)

réf. 315-004

Les légumes fruits

FORTIER Jean-Martin

Jean-Martin Fortier, maraîcher québécois qui a mis au point une méthode de production bio-intensive pour petites surfaces, partage, dans cet ouvrage, ses meilleures pratiques maraîchères et ses astuces pour cultiver avec succès une vingtaine de légumes qui produisent des fruits après la floraison. Des Cucurbitacées aux Solanacées, en passant par les Fabacées, et sans oublier quelques curiosités potagères (tomatille, poire-melon, physalis, pois asperge...), il décrit ses variétés préférées, précise leurs exigences, détaille les étapes de culture et les précautions à prendre. En livrant ainsi son expertise et ses techniques – issues de la méthode Fortier –, le jardinier-maraîcher québécois réunit, dans ce guide, ses secrets pour réussir la culture des légumes fruits, que l'on soit maraîcher professionnel ou jardinier amateur.

2024, 127 p., éd. ÉDITIONS DELACHAUX ET NIESTLÉ

réf. 315-059

Projet MiMaBio : Guide méthodologique : Mener une expérimentation sur ma ferme (Version courte)

BIO DE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

Le projet MiMaBio (MicroMaraîchage Bio en région PACA), piloté par Bio de PACA, a permis le suivi de 46 expérimentations paysannes conduites chez 18 maraîcher.ères. A partir de ces expériences, ce guide méthodologique propose des préconisations pour mener des essais sur sa ferme, une liste d'indicateurs pertinents et des protocoles adaptés. Ce guide de 4 pages est complété par un guide en version longue (20 pages).

https://www.bio-provence.org/IMG/pdf/guide_methodologique_mimabio_producteurs.pdf

2022, 4 p., éd. BIO DE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR
réf. 315-034



Projet MiMabio : Guide méthodologique : Co-construire des expérimentations en milieu paysan (version longue)

DESGRANGES Mélanie / MERTZ Oriane / ROBERT Marion / ET AL.

Le projet MiMaBio (MicroMaraîchage Bio en région PACA), piloté par Bio de PACA, a permis le suivi de 46 expérimentations paysannes conduites chez 18 maraîcher.ères. Ce guide propose une analyse de la mise en place d'expérimentations paysannes, de la conception et de la mise en place concrète de l'essai, jusqu'à l'analyse des résultats, en passant par l'organisation collective des maraîchers et des maraîchères. Ce guide de 20 pages est complété par un guide en version courte (4 pages).

https://www.bio-provence.org/IMG/pdf/guide_methodologique_mimbio_structures_accompagnantes.pdf
2022, 20 p., éd. BIO DE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR
réf. 315-035

Projet MiMabio : "Micro Maraîchage Bio" en région PACA : Livret "Retours d'expérimentations paysannes en maraîchage bio sur petites surfaces"

DESGRANGES Mélanie / MERTZ Oriane / ROBERT Marion / ET AL.

Le projet MiMaBio (MicroMaraîchage Bio en région PACA), piloté par Bio de PACA, a permis le suivi de 46 expérimentations paysannes conduites chez 18 maraîcher.ères, entre 2018 et 2020, sur les départements du Var, du Vaucluse, des Bouches-du-Rhône et des Alpes-Maritimes. Les essais étaient orientés sur 5 thèmes : fertilité du sol, couverture du sol, matériel et techniques, soin des plantes et associations de cultures. Dans ce document, ces expérimentations paysannes en maraîchage bio sur petites surfaces sont présentées sous la forme de fiches résultats. Chaque fiche commence par une présentation de la ferme et de son contexte, puis une explication de la démarche d'expérimentation avec un itinéraire technique d'essai précis. Les résultats sont ensuite présentés et discutés.

https://www.bio-provence.org/IMG/pdf/livret_resultats_essais.pdf
2022, 124 p., éd. BIO DE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR
réf. 315-098

Projet MiMaBio : « Micro Maraîchage Bio » en région PACA : Livret « Des repères pour s'installer en maraîchage bio sur petites surfaces : de la trajectoire aux résultats globaux »

DESGRANGES Mélanie / MERTZ Oriane / ROBERT Marion

Le projet MiMaBio (MicroMaraîchage Bio en région PACA), piloté par Bio de PACA, a permis d'étudier 18 fermes maraîchères bio sur petites surfaces, dans les départements du Var, du Vaucluse, des Bouches-du-Rhône et des Alpes-Maritimes. Dans ce document, 18 fiches « fermoscopie » présentent, chacune, une ferme maraîchère bio. Chaque fiche comprend entre 4 et 5 pages et décrit précisément le fonctionnement de la ferme : statut et trajectoire ; type de sol et environnement ; équipement, matériel et infrastructures ; techniques et pratiques agricoles (désherbage, travail du sol, fertilisation, etc.) ; résultats économiques (produits, charges, revenus, etc.) ; temps de travail et main d'œuvre ; qualité de vie (charge de travail, pénibilité, etc.) ; commercialisation. Chaque fiche se conclut par un aperçu des évolutions-clés observées, sur plusieurs années, sur la ferme : par exemple, l'évolution des débouchés, l'évolution du revenu, etc.

https://www.bio-provence.org/IMG/pdf/livret_fermoscopies.pdf
2022, 86 p., éd. BIO DE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR
réf. 315-037



Maraîchage biologique : Des couverts végétaux pâturés

GATINEAU Amandine / GRANDGUILLOT Julien

Vincent Favreau, maraîcher bio dans le Maine-et-Loire, explique sa stratégie de fertilisation des sols, basée principalement sur les engrains verts et le pâturage par des ovins. La ferme comporte 2 ha en plein champ et 0,5 ha sous serre, pour 2 UTH. La rotation de plein champ dure trois ans, répartie sur trois parcelles de 0,7 ha. L'année 1 est une culture d'été (oignon, cucurbitacée, salade, haricot, etc.), l'année 2 est une culture d'hiver (carotte, poireau, chou, etc.) et l'année 3 est un engrais vert d'été ou d'automne (sorgho). Après chaque récolte, une interculture est semée (trèfle incarnat ou mûteil) qui sera pâturée par les brebis d'un voisin au printemps suivant, juste avant la mise en place de la culture suivante. Les engrains verts et les apports de fumier par les brebis sont complétés uniquement par deux apports par rotation de fumier équin local. Vincent conseille de bien anticiper la période et la méthode de destruction des couverts : il occulte son couvert sous bâche pour une culture implantée en mai, si le sol n'est pas ressuyé ; à contrario, il utilise un rotavator pour scalper le couvert après broyage si le sol est bien ressuyé. Globalement, Vincent veille à limiter le risque de tassement du sol. Le pâturage, de sorgho et de mûteil, est effectué en partenariat avec des éleveurs voisins : une vingtaine de brebis pâturent sur des parcelles d'environ 400 m², pendant quelques jours, avant de changer de parcelle. Il faut, cependant, être vigilant avec le jeune sorgho, qui est toxique et qui doit être pâturé seulement après le stade 60 cm. Le risque de météorisation, chez les brebis solognotes qui pâturent, est limité par la diversité de plantes dans le couvert, qui présente un bon équilibre C/N.

https://nouvelle-aquitaine.chambres-agriculture.fr/fileadmin/user_upload/Nouvelle-Aquitaine/094_Inst-Nouvelle-Aquitaine/Documents/bio/doc/ProFilBio_22_web.pdf

PROFILBIO N ° 22, 01/06/2024, 4 pages (p. 26-29)

réf. 315-108

Pour se diversifier : au-delà du melon, la pastèque en complément de gamme

SICAIRE Sylvie

Depuis quelques années, la pastèque a le vent en poupe auprès des consommateurs. Faute d'une production française suffisante, bien que celle-ci soit croissante (auto approvisionnement de 11,4 % en juillet 2022 et de 15,8 % en août 2022), les pastèques consommées viennent principalement d'Espagne et du Maroc. Pour les producteurs, les conditions de culture sont proches de celles du melon, avec des récoltes en juillet et en août. Si toutes les variétés ne sont pas disponibles en bio, elles sont plus nombreuses en non traitées. Les pastèques de petit calibre sont plus recherchées par les consommateurs. Des repères techniques, du choix de la variété à la récolte, en passant par le semis, les besoins en fertilisation et en eau et la protection contre les bioagresseurs, sont fournis dans cet article et illustrés par des retours d'expérimentations ou des témoignages de producteurs.

https://nouvelle-aquitaine.chambres-agriculture.fr/fileadmin/user_upload/Nouvelle-Aquitaine/096_Inst-Charente/Documents/PRODUIRE/MARAICHAGE_LEGUMES/MARAICHAGE_AB_PASTEQUE_JUIN_2024.pdf
BULLETIN TECHNIQUE PRODUCTIONS LÉGUMIÈRES AGRICULTURE BIOLOGIQUE N ° 41 - Pour se diversifier : au-delà du melon, la pastèque en complément de gamme, 01/06/2024, 9 pages (p. 1-9)

réf. 315-049

PROTECTION PHYTOSANITAIRE

L'alyss maritime au secours de l'artichaut

BERNAUD Clara

Gaël Lichou, de la Chambre d'agriculture des Pyrénées-Orientales, explique qu'il n'existe pas de traitement suffisamment efficace contre les pucerons en culture d'artichaut bio et que les lâchers d'auxiliaires en plein champ ne sont pas efficaces. En revanche, l'implantation d'alyss (ou alysson) maritime, à hauteur de 200 à 250 plants/ha, donne de bons résultats en attirant les auxiliaires prédateurs de pucerons (syphes, chrysopes).

REUSSIR FRUITS ET LEGUMES N ° 447, 01/03/2024, 1 page (p. 25)

réf. 315-017



Protection des vergers avec nématodes : Zoom sur le carpocapse et le balanin

CHASTAING Séverine / DRAGON Antoine

Les conditions climatiques récentes (étés chauds, hivers doux) sont favorables au développement de ravageurs tels que les chenilles, les punaises ou les balanins. En arboriculture bio, la protection des végétaux contre les carpocapses et les tordeuses inclut souvent une diversité de moyens : confusion sexuelle, virus de la granulose, filets, etc. L'utilisation de nématodes entomopathogènes (qui attaquent les insectes), par exemple Steinermata feltiae, peut être une solution complémentaire. Les nématodes sont dispersés dans le verger par pulvérisation, sur un sol humide, faiblement enherbé et avec une température d'eau moins 6-8 °C. Le coût moyen du produit est de 140 à 175€/ha, chez Koppert ou Andermatt notamment. Contre les carpocapses et les tordeuses, en pommes, poires ou fruits à noyau, la période d'utilisation optimale des nématodes est l'automne, lorsque les larves quittent le fruit pour hiverner dans le sol. Contre le balanin de la noisette, l'application se fait au printemps, avant le stade de reproduction des adultes.

<http://www.nouvelle-aquitaine.chambres-agriculture.fr/filières-et-territoires/agriculture-biologique/publications/profilbio/formulaire-profilbio/profilbio/>

PROFILBIO N° 22, 01/06/2024, 3 pages (p. 3-5)

réf. 315-105

SOL

Un sol vivant

FORTIER Jean-Martin

Jean-Martin Fortier, maraîcher québécois qui a mis au point une méthode de production bio-intensive pour petites surfaces, s'est très vite aperçu qu'une bonne connaissance du sol et le respect des organismes qui y vivent, couplés à un travail en douceur de la terre, avaient un impact positif sur ses cultures et sa production de légumes. Dans ce guide, il présente les différentes matières et les organismes qui composent un sol, ainsi que la manière dont ils interagissent entre eux. Il explique comment évaluer la fertilité d'un sol, apprécier sa texture et identifier ses carences. Enfin, du paillage au compostage, en passant par l'occultation, les engrangements verts ou la rotation des cultures, il livre ses techniques pour mieux travailler, enrichir et, donc, améliorer durablement un sol.

2024, 112 p., éd. ÉDITIONS DELACHAUX ET NIESTLÉ
réf. 315-057

VITICULTURE

Le marché des vins bio en Alsace

PIERRE Lucie

En 2023, l'Alsace comptabilisait 34% des surfaces de vignes bio en France, avec 5338 ha de vignes cultivées par 636 producteurs. L'Alsace est l'une des régions françaises avec la part de bio la plus élevée en viticulture, qui se retrouve au niveau de la commercialisation chez les cavistes et dans la restauration, avec respectivement 39% et 17% de vins bio parmi les ventes, contre 20% et 9% pour les autres AOP. De plus, de 2018 à 2023, une augmentation des ventes de vins bio a été constatée en Grandes et Moyennes Surfaces, de 40% en valeur et de 36% en volume. Le vin bio coûte généralement plus cher qu'en conventionnel ; le prix du vin d'Alsace bio est, en moyenne, supérieur au conventionnel de 2,2 €. 46% des Français consommant du vin bio ont moins de 35 ans ; selon M. Cardebat, président de la European Association of Wine Economists, il faut adopter une stratégie commerciale se basant sur les tendances sociétales actuelles, afin de toucher les jeunes et, ainsi, d'augmenter les ventes. Pour cela, il incite à mettre l'accent sur la vente au caveau et la technologie, dans le but de créer un lien plus fort avec le client. Il serait également possible de susciter un intérêt en concevant un cocktail à base d'un vin alsacien, la mixologie étant actuellement à la mode.

<https://biograndest.org/?s=lettres+ab>

LES LETTRES AB - MAGAZINE DES PRODUCTEURS BIO DU GRAND EST N° 69, 01/05/2024, 1 page (p. 18)

réf. 315-062



Dossier spécial viticulture : Série de 9 articles sur la diversification œnologique

DERC Laurence / TRICOT Thierry /
BECQUET Stéphane / ET AL.

Face aux changements climatiques, économiques et sociaux actuels, les exploitations viticoles ont intérêt à diversifier leurs produits et leurs débouchés. La consommation française de vin évolue ; les nouvelles générations n'en consomment plus de manière quotidienne, mais plutôt comme un produit « plaisir ». Ces générations exigent des produits écoresponsables, locaux, disponibles sur internet et, plus souvent, associés à du tourisme œnologique. En 2022, les ventes de vins bio ont augmenté de 1% en volume, et de 6% en valeur, avec une hausse importante en RHD et en cave, mais une baisse en GMS et en magasins bio. Plusieurs types de vinification et de transformation du raisin peuvent diversifier la production viticole. L'élaboration de vins sans intrants est envisageable, à condition de travailler avec du raisin sain, de respecter rigoureusement les pratiques d'hygiène et de maîtriser la thermorégulation et l'utilisation de levain, d'O2, de CO2 ou d'azote. La production de jus de raisin bio nécessite un raisin de qualité et une mise en bouteille contrôlée pour éviter un départ en fermentation, avec une mise à froid, suivie d'une pasteurisation ; pour obtenir un jus pétillant, l'ajout de CO2 est possible en bio. Sylvain Destrieux, vigneron bio au Château Clos de la Molénie (Gironde), explique comment il a produit un vin blanc de noir, avec du Cabernet Sauvignon, en conséquence du gel total de ses vignes de Sauvignon blanc. Franck Terral, viticulteur bio en Gironde, présente sa méthode de production de vin orange, un vin coloré, issu de la macération longue de baies entières de cépages blancs. François Castelnau, responsable technique du domaine bio de Château Lafite Monteil, en Gironde, explique comment obtenir un pétillant naturel. Les vins désalcoolisés ($TAV < 0,5\%$) ou partiellement désalcoolisés ($0,5\% < TAV < 8,5\%$) ne sont pas encore autorisés en bio, mais soumis à discussion. Le vinaigre de vin, issu de la double fermentation du raisin, alcoolique et acétique, est un produit qui exige de la patience, mais pour lequel la demande reste importante.

<http://www.nouvelle-aquitaine.chambres-agriculture.fr/filières-et-territoires/agriculture-biologique/publications/profilbio/formulaire-profilbio/profilbio/>

PROFILBIO N° 22, 01/06/2024, 12 pages (p. 14-25)
réf. 315-107



MARCHÉ

FILIÈRE

Filières locales : Et si on se structurait ? Le vieux rêve des maraîchers

CHABAUD Léonie / BOUILLET Pierre

En Bretagne, le nombre de fermes maraîchères bio a augmenté de 48, entre 2021 et 2022. Deux réseaux visent à mieux structurer la filière légumes locale, pour reterritorialiser l'approvisionnement des magasins locaux et solidifier les débouchés. Le groupe Filière Locale Bio 56 (10 fermes dans le Morbihan) s'est structuré pour livrer des magasins spécialisés (type Biocoop), à la demande de ces derniers. Le réseau C'est frais de chez nous (10 fermes en Ille-et-Vilaine), en cours de structuration, s'intéresse aux grandes et moyennes surfaces. En comparaison, le réseau Auvabio, en Auvergne, est composé de 30 producteurs et productrices et livre principalement des magasins spécialisés, mais également des fermes pour de l'achat-revente. Dans les trois réseaux, l'organisation des commandes est simplifiée grâce à l'usage d'un outil de gestion. Pour l'instant, dans les deux réseaux bretons, la logistique de préparation des commandes est gérée par les membres. À terme, l'objectif serait d'employer un ou plusieurs salariés, suivant l'exemple du groupe Auvabio, qui dispose d'une équipe de 3-4 salariés pour la préparation et le suivi des commandes, la gestion administrative, etc. De plus, le groupe Auvabio a investi dans un site logistique dédié.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48739>
SYMBIOSE N ° 301, 01/06/2024, 2 pages (p. 20-21)

réf. 315-008

Freins et leviers à la mise en place d'une filière de valorisation des chevreaux bio

HIEL Elisa / PHILIT Marianne

9 étudiants de l'Isara ont mené une étude sur la valorisation des chevreaux bio, en Auvergne-Rhône-Alpes. Dans cette région, en 2022, la filière caprins bio était composée de 1300 éleveurs, représentant 85 400 chevreaux à valoriser. Deux filières bio principales coexistent, les circuits courts ou la filière longue. En circuits courts, les éleveurs naisseurs-engraisseurs travaillent avec des prestataires pour l'abattage et la transformation des chevreaux, avant de commercialiser les chevreaux principalement en vente directe (ferme, marché, etc.), voire en boucherie ou en RHD. En filière longue, chaque atelier est géré par un acteur spécialisé : éleveur naisseur, puis engrisseur spécialisé, puis abatteur spécialisé ; les produits sont ensuite distribués par des grossistes, localement ou à l'export. En circuits courts, la motivation d'engraisser et de valoriser en direct les chevreaux est d'ordre éthique (notamment pour ne pas séparer le chevreau de sa mère) et économique (diversification des produits). Le principal frein reste la faible demande, l'agneau étant préféré traditionnellement au chevreau, mais les charges importantes sont également limitantes (prix élevé de la poudre de lait et/ou coût de l'allaitement sous la mère, etc.). Un projet de développement de filière régionale est en cours, à travers le plan Filière chevreau 2023-2027, avec une enveloppe régionale AuRA de 166 000 €/an pendant 5 ans, pour développer techniquement l'engraissement, pour regrouper l'offre et pour promouvoir les produits.

<http://www.auvergnerhonealpes.bio/telechargements/>
LA LUCIOLE N ° 40, 23/09/2023, 3 pages (p. 27-29)

réf. 315-016

En route pour la première AOP laitière bretonne

PERTRIAUX Julie

Le Gwell, marque déposée depuis 1993, est un lait fermenté transformé à la ferme, produit en Bretagne, développé initialement pour protéger la race bretonne pie noir. À ce jour, 13 éleveurs produisent 40 tonnes de Gwell. Un collectif de producteurs et de partenaires divers porte, aujourd'hui, le projet de créer une AOP pour le Gwell, dont le cahier des charges inclura, entre autres, les conditions suivantes : production en Bretagne ou en Loire-Atlantique ; lait de vache pie noir, froment de Léon, armoricaine ou nantaise ; production bio et herbagère.

REUSSIR LAIT N ° 389, 01/04/2024, 1 page (p. 67)

réf. 315-022

La Laiterie des Voisins : valoriser le lait du coin

JOFFET Inès

Dans les Côtes d'Armor, la Laiterie des Voisins est une laiterie à petite échelle, créée en 2023. Elle est dirigée par 3 collèges d'associés : 5 éleveurs laitiers, la laiterie elle-même et 5 transformateurs locaux (beurrerie, fromagerie, crêperie, etc.). Actuellement, 9 fermes livrent la laiterie et l'objectif est d'atteindre 10-12 livreurs pour 4 millions de litres de lait collectés. Les fermes concernées sont en système herbager, membres du Cedapa, certaines sont en bio et elles sont toutes situées dans un rayon de 23 km. La laiterie emploie 2 salariés et produit du lait standardisé, entier ou écrémé selon les besoins des entreprises de transformation. Ce projet de petite laiterie s'appuie sur une volonté de maîtrise de la transformation par les éleveurs et sur une demande en matière première locale par les industries agroalimentaires de la région.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48770>
 ECHO DU CEDAPA (L') N ° 172, 01/05/2024, 1 page (p. 8)
 réf. 315-030

Magasin bio 2035, projective minute : Venue de la "Méta enseigne"

FERNANDEZ Sauveur

Cet article propose une projection pour 2035 concernant les circuits de distribution des enseignes bio. La livraison à domicile monte en popularité, les magasins bio doivent s'adapter pour gagner de nouveaux clients en misant sur la super proximité. Le principe consiste à mettre en place de petits points de vente dans les lieux de vie du client, jusqu'aux villages éloignés, afin de rendre les produits facilement accessibles, sans avoir besoin de prendre la voiture. Il existe déjà actuellement ce genre de système de distribution hybride, où les clients peuvent passer par une plateforme digitale pour commander des produits, puis aller les chercher dans des casiers de retrait ou des nano stores. C'est le cas de Wow Bao, chaîne de restauration asiatique basée aux Etats-Unis, dont les produits sont accessibles dans des centaines de restaurants physiques et virtuels, et dans des distributeurs automatiques.

BIO LINEAIRES N ° 113, 01/06/2024, 1 page (p. 11)
 réf. 315-066

Note de conjoncture et d'actualités sur le secteur biologique : Septembre 2024

AGENCE BIO

La Note de conjoncture et d'actualités sur le secteur biologique, publiée par l'Agence BIO, apporte une photographie détaillée et actualisée du marché et des filières biologiques en France, avec également des données à l'échelle mondiale. Cette Note, publiée en septembre 2024, traite : 1 - des filières animales (secteur laitier ; secteur des viandes bovines, ovines et porcines ; secteur avicole ; secteur aquacole) ; 2 - des filières végétales (secteur des céréales, oléagineux et protéagineux ; secteur des fruits et légumes ; secteur viticole) ; 3 - de l'évolution du marché bio français ; 4 - des échos du monde. En France, au cours du premier semestre 2024, la collecte de lait de vache bio a reculé de 4,4 % par rapport à la même période de 2023 ; les ventes de produits laitiers bio en GMS ont reculé de 9,4 % en volume et de 7,9 % en valeur. Les ventes d'oeufs bio en GMS ont reculé de 2,4 % en volume et 2,2 % en valeur. Du côté des fruits et légumes frais bio, au cours du deuxième trimestre 2024, les achats par les ménages ont reculé de 4 % en volume et de 5 % en valeur, par rapport à la même période de 2023.

2024, 73 p., éd. AGENCE BIO (Agence Française pour le Développement et la Promotion de l'Agriculture Biologique)
 réf. 315-064

Repères économiques

CIRCANA (ex-IRI) / FAVRE Juliette / FOULON Fabien / ET AL.

Cette rubrique est composée de 8 articles. L'inflation ralentit dans le secteur bio, bien que les prix ne diminuent pas. Durant la crise, les GMS ont réduit l'offre bio tout en augmentant les prix, ce qui a provoqué une baisse de la demande et a poussé une partie des consommateurs à se tourner vers les magasins bio qui avaient modéré leurs prix pour l'alimentaire, notamment sur les fruits et les légumes. La situation est différente en ce qui concerne l'offre non-alimentaire bio, en particulier pour la catégorie de l'hygiène-soin : les produits appartenant à cette catégorie sont à prix réduits dans les GMS, par rapport aux magasins bio ; les consommateurs privilégièrent l'offre la moins chère. GMS et magasins bio connaissent tous deux une baisse des ventes dans le secteur des compléments alimentaires, alors que le chiffre d'affaires et le pourcentage de consommateurs dans la population française sont en hausse pour ce secteur, avec une augmentation de la commercialisation dans les pharmacies et les parapharmacies. Les EAP (Epiceries Alimentaires de Proximité) connaissent, au contraire, une hausse du CA moyen par magasin et par m² ; le CA cumulé généré par les produits bio en EAP s'élève à 249 millions d'euros en 2023, soit une hausse de 16% par rapport à 2022.

BIO LINEAIRES N ° 113, 01/06/2024, 9 pages (p. 13-27)
 réf. 315-067

Belvibio : les secrets d'une progression à deux chiffres

BEAUBATON Christophe

Dans les Bouches-du-Rhône, Belvibio, enseigne indépendante, a été fondée par Christophe Creuzaud, en 2015, et a démarré par le e-commerce. L'entreprise s'est agrandie avec l'ouverture d'un magasin en 2019, où travaillent trois personnes, avec plus de 4000 références de produits et 590 000 € de chiffre d'affaires, dont 20% proviennent des ventes en ligne. Les produits proposés à la vente, notamment ceux de la marque Elibio, sont à petits prix malgré leur excellente qualité. L'épicerie arrive en tête des ventes de l'enseigne avec 38%, suivie par la santé/bien-être avec 17% des ventes, puis par les fruits et légumes avec 15% des ventes. Belvibio continue de se développer et nécessitera bientôt d'augmenter la surface du magasin afin de proposer d'autres services, tels qu'un espace restauration pour les clients ou des dégustations fournisseurs.

BIO LINEAIRES N ° 113, 01/06/2024, 2 pages (p. 78-79)
réf. 315-071

Découvrez l'abattoir multi-espèces de proximité SALVAE

TERRES Tiphaine

L'abattoir SALVAE (Solution d'Abattage Locale et sur le Lieu de Vie des Animaux d'Elevage) est un projet d'abattoir de proximité à l'initiative d'éleveurs et d'éleveuses de Loire-Atlantique et de Vendée. Sa construction devrait être achevée fin 2025, à Machecoul (Loire-Atlantique). Cet abattoir sera multi-espèces (bovins, porcs, petits ruminants) et sera adapté aux petits lots pour les circuits courts. L'abattoir proposera un service d'abattage sur site, d'abattage à la ferme (dans un rayon d'une heure de trajet autour du site) et un service d'abattage d'urgence, pour les animaux blessés. Le financement (3 millions d'euros) et le fonctionnement de ce projet reposent sur un système de parts sociales, prises par les éleveurs et les éleveuses. La prise de capital est de minimum 500 €, correspondant à l'abattage de deux UGB/an.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48813>
ATOUT TREFLE (L') N ° 113, 13/06/2024, 2 pages (p. 8-9)
réf. 315-040

Mangez jeunesse ! : Les jeunes et l'alimentation : quoi de neuf docteur ?

GILLOT Lucie

Le 13ème colloque de la chaire Unesco Alimentations du Monde du 2 février 2024 a mis à l'honneur la question des jeunes et de l'alimentation. Les études présentées à cette occasion ont montré, notamment, que la jeunesse actuelle est plurielle et que la société porte souvent sur elle des idées reçues qui peuvent impacter la portée de l'action publique. Ainsi, si l'environnement et le changement climatique sont des sujets par lesquels les 18-29 ans se sentent concernés et/ou inquiétés, ils ne le sont significativement pas plus que leurs aînés, selon une étude conduite en 2018, en lien peut-être avec un certain fatalisme. Par contre, la jeunesse est plutôt bien informée sur l'impact de l'alimentation sur la santé : cette question est d'ailleurs une préoccupation première pour une jeunesse très influencée par les réseaux sociaux. Or, les choix de consommation des jeunes sont plutôt dictés par l'offre alimentaire disponible autour d'eux et par leurs ressources, leur niveau de précarité étant en forte croissance (triplement des emplois précaires chez les 15-24 ans entre 1980 et aujourd'hui), avec non seulement des débuts de carrières plus difficiles, mais aussi des impacts de cette précarité tout au long de leur vie. Dans un tel contexte, l'action publique doit aller au-delà de la sensibilisation à bien se nourrir. Elle doit agir pour rendre une alimentation de qualité plus accessible avec, par exemple, des aides à destination de tous les jeunes, et pas seulement de certains, à l'image du repas à 1 euro dans les Crous, accessible seulement aux étudiants-boursiers, laissant de côté les autres composantes de la jeunesse, comme celle vivant en milieu rural.

https://revue-sesame-inrae.fr/sesame/sesame_N15-mai-2024-Mission_agrobiosciences_Inrae-web.pdf
SÉSAME N ° 15, 01/05/2024, 10 pages (p. 16-25)

réf. 315-083

Blé bio et local : Mutualiser la transformation

TRICHEUR Alexandre

Dans les Deux-Sèvres, un groupe d'une douzaine d'agriculteurs et d'agricultrices, en céréales et en polyculture-élevage, travaille sur la mutualisation de la transformation de blé meunier bio à destination des boulangeries et des structures de restauration du territoire. Le collectif est construit autour d'un noyau d'agriculteurs et d'agricultrices moteurs, avec l'animation de Bio Nouvelle-Aquitaine. Des partenariats sont en cours de construction avec des acteurs privés, institutionnels, associatifs, etc. Une étude menée avec le collectif a permis de déterminer un prix de revient du blé meunier bio : environ 500€/t de blé, soit, avec un objectif de marge de 25%, un prix du kg de farine à 1,26€. Au niveau de la gouvernance, plusieurs statuts collectifs sont envisageables : contractualisation entre entreprises individuelles, création d'une CUMA, création d'une SCOP, etc. Le collectif souhaite également créer une marque commune, avec un logo et une stratégie de communication spécifiques.

<http://www.nouvelle-aquitaine.chambres-agriculture.fr/filières-et-territoires/agriculture-biologique/publications/profilbio/formulaire-profilbio/profilbio/>

PROFILBIO N ° 22, 01/06/2024, 5 pages (p. 9-13)

réf. 315-106

L'analyse : L'onde de choc Lactalis

JUANCHICH Alizée

Lactalis a annoncé une baisse de 9% de sa collecte de lait en France, d'ici 2030. Dès 2026, cette baisse se traduira par une rupture de contrat pour environ 300 producteurs, en conventionnel ou en bio. Chaque rupture de contrat doit respecter un préavis de 12 mois en conventionnel et de 24 mois en bio. Plusieurs laiteries se positionnent pour récupérer une partie des litrages : la Laiterie Saint-Denis de l'Hotel (LSDH) ou encore Laïta. En revanche, Biolait, spécialisé dans la collecte de lait bio, exprime ses difficultés à reprendre tous les bio, du fait des surcoûts de collecte pour certaines zones, sauf si des aides publiques sont mises en place.

REUSSIR LAIT N ° 395, 01/11/2024, 4 pages (p. 6-9)

réf. 315-111

La collecte de céréales à paille bio a dégringolé en 2024

SAUVAGE Laure

En France, comme pour les parcelles conventionnelles, les terres cultivées en céréales à paille bio ont été confrontées aux mauvaises conditions climatiques sur l'année culturelle 2023-2024. Cette situation s'ajoute aux difficultés sur les marchés rencontrées ces dernières années, qui ont conduit à réduire les débouchés et ont induit une diminution des conversions. Ainsi, selon les estimations du groupe de travail Intercéréales/Terres Univia, la collecte de blé tendre bio chuterait de 54% (195 000 t en 2024 vs 424 000 t en 2023), ainsi que celle de triticale. La collecte a particulièrement diminué pour les céréales en C2. Cette baisse devrait se traduire par une réduction des utilisations de ces céréales (plus marquée en aliments du bétail qu'en meunerie). En revanche, la qualité du blé est bonne sur 2024 (poids spécifique correct ; teneur en protéines satisfaisante, de 11.2% en moyenne ; bonne valeur boulangère).

<https://www.terre-net.fr/agriculture-biologique/article/873591/la-collecte-de-cereales-a-paille-bio-a-degringole-en-2024>

2024, 3 p., éd. TERRE-NET

réf. 315-087

La filière blé-farine-pain bio occitane : relations entre acteurs et filières territorialisées

TALON Isia / BERGER Amélie / FELGEROLLES Amaury / ET AL.

Cette étude présente la diversité des acteurs (meunerie et boulangerie) et des relations observables entre opérateurs des filières blé-farine-pain biologiques d'Occitanie. Elle souligne les effets inégalement ressentis de la baisse de la demande en pain bio et met en avant l'existence de relations plus coopératives au sein des filières territorialisées. Dans ces dernières, les meuniers se sentent notamment plus impliqués auprès des agriculteurs, des boulangers ou des biscuitiers que dans le cadre de leurs autres activités. Au cours de leur enquête, les auteurs ont répertorié sept filières territorialisées, 100% bio ou mixtes, dont le Moulin de Pomaïrol, présenté dans le document.

<https://hal.science/hal-04449028>

LES CAHIERS PRO DE DEFIBIO N ° 4, 01/10/2023, 4 pages (p. 1-4)

réf. 315-088

Julien Bourgeois, président de Forébio : « Sécuriser les partenariats, les agriculteurs et nos outils »

RIVRY-FOURNIER Christine

Julien Bourgeois, nouveau président de Forébio (Fédération nationale des organisations de producteurs 100 % Bio), revient sur les actions à mener dans le contexte de crise actuel pour les filières bio. Les opérateurs jouent un rôle majeur aujourd’hui, en travaillant à sécuriser les agriculteurs, les outils ou les partenariats. Même s'il faut s'adapter, il ne faut pas arrêter de produire pour l’avenir. Si chaque filière adapte sa stratégie à son contexte propre, il existe néanmoins des leviers plus globaux à actionner, comme la construction de partenariats sur le long terme, ou l'intégration par les groupements bio de la transformation pour capter de la valeur ajoutée, même si investir aujourd’hui est difficile. Il faut aussi travailler au maintien de prix en adéquation avec les coûts de production. L'Observatoire français des prix et des marges doit être plus précis, car il ne fournit pas de données sur les constructions des marges en AB entre producteurs et distributeurs. La communication sur l'AB, auprès des consommateurs, doit se poursuivre et il est nécessaire de travailler au maintien des référencements de produits bio dans les rayons des GMS. L'Etat doit aussi intervenir dans la régulation du marché bio, comme cela a été le cas par le passé pour le conventionnel. Forébio va donc continuer ses actions pour massifier l'offre, l'optimiser et obtenir un juste prix pour le producteur et le consommateur.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48844>
 BIOFIL N ° 155, 01/09/2024, 4 pages (p. 12-15)

réf. 315-089

Communiqué de presse : Observatoire des viandes bio 2023

COMMISSION BIO D'INTERBEV

2023 a vu un recul global de la production et des abattages d'animaux biologiques pour la viande de 18 % par rapport à 2022 (- 18 % pour l'abattage de gros bovins allaitants ; - 12 % pour les ovins viande ; - 23 % en porcs). C'est la deuxième année de baisse, expliquée par le contexte de crise actuel ayant conduit à une baisse de la consommation de viande bio. Ainsi, les ventes ont diminué en GMS (- 26 % versus 2022), en boucherie (- 25 %) et en magasins spécialisés (- 12%). Le débouché de la restauration hors domicile a été stable par rapport à 2022 (- 1%). Seule la vente directe a vu une croissance de 7 %. Les acteurs des filières s'adaptent avec la réaffectation vers le marché conventionnel et la congélation de produits. Des arrêts d'élevages ont aussi lieu. Au final, les filières viandes bio doivent faire face au double défi de l'augmentation des coûts de production et de l'évolution des comportements de consommation. Elles travaillent à améliorer l'efficacité des chaînes de distribution et à diversifier les débouchés. Par ailleurs, dans un tel contexte, le soutien à la production (ex : aides aux producteurs) et les efforts de communication, vers tous les débouchés dont la restauration hors domicile, sont essentiels pour assurer la pérennité et la croissance de la filière bio.

https://www.interbev.fr/wp-content/uploads/2024/09/cp-observatoire-viandes-bio-2023_vdef.pdf
 2024, 9 p., éd. INTERBEV

réf. 315-090



QUALITÉ

Production, Composition and Nutritional Properties of Organic Milk: A Critical Review

Production, composition et propriétés nutritionnelles du lait biologique : Une revue critique (Anglais)

LINEHAN Kevin / PATANGIA Dhrati V. / STANTON Catherine / ET AL.

La majeure partie de la production laitière dans le monde est produite en conventionnel, en système intensif ou traditionnel. Depuis les deux dernières décennies, le lait biologique prend une importance croissante, pour des raisons, notamment, environnementales et de bien-être animal. Cette étude vise à comparer la production, les propriétés nutritionnelles et la composition du lait produit par des systèmes laitiers conventionnels et biologiques. La plupart des rapports suggèrent que le lait a des effets bénéfiques sur la santé et que très peu d'effets négatifs sont signalés, voire aucun. Le lait biologique conférerait des avantages supplémentaires en raison de son rapport oméga 6-oméga 3 plus faible, qui s'explique par la différence de pratiques d'alimentation, les vaches biologiques étant principalement nourries au pâturage. Malgré les avantages attestés pour l'animal, le consommateur et l'environnement, la production de lait biologique est difficile dans plusieurs régions en raison de processus coûteux et des conditions géographiques. A ce jour, des lacunes persistent dans les connaissances des systèmes laitiers biologiques.

<https://doi.org/10.3390/foods13040550>

FOODS N ° Vol. 13, n ° 4, article n ° 550, 11/02/2024, 23 pages (p. 1-23)

réf. 315-038

SANTÉ

Le dossier : Mieux vieillir

DUPONCHEL Laura / HOULBERT Angélique / FOULON Fabien

La population française est composée à 40,57 % de personnes âgées de plus de 50 ans, selon Statista. Le terme de seniors englobe trois catégories de consommateurs, qui n'ont pas les mêmes engagements, ni les mêmes revenus : la génération X (de 45 à 60 ans), la génération W - les baby-boomers (de 60 à 80 ans) et la génération T (les plus de 80 ans). Le marché du bio doit s'adapter aux différents types de seniors et à ce qui les intéresse principalement, pour pouvoir leur proposer une offre plus ciblée et ainsi les fidéliser. Selon le professeur de génétique à l'Université de Harvard et éminent spécialiste de l'anti-âge, David Sinclair, 80% du vieillissement serait dû au mode de vie d'une personne et seulement 20% à son patrimoine génétique. « Préserver sa santé » arrive en tête des motivations à consommer des produits bio et la majorité des seniors sont attentifs au label AB lors de leurs achats alimentaires : 56% des 45-54 ans, 57% des 55-64 ans et 66% des 65-75 ans. De plus, les personnes âgées de 50 à 70 ans représentent le plus gros poids dans le chiffre d'affaires des magasins bio (40% en moyenne). Angélique Houlbert, micronutritionniste, apporte, dans ce dossier, des conseils en matière de nutriments et de nutraceutiques (aliments) à privilégier, en fonction de l'âge, pour faire face à certaines problématiques et limiter leurs conséquences sur la santé : la baisse des hormones sexuelles ; le déclin cognitif lié à l'âge ; le vieillissement de la peau ; l'hypertension, le diabète et le cholestérol ; l'ostéoporose et l'arthrose.

BIO LINEAIRES N ° 113, 01/06/2024, 10 pages (p. 43-59)

réf. 315-070



TFA : Le polluant éternel dans l'eau que nous buvons

BURTSCHER-SCHADEN Helmut

Une précédente étude exploratoire, menée dans des rivières, lacs et eaux souterraines d'Europe, a révélé des niveaux élevés de contamination au TFA (acide trifluoroacétique) dans tous les échantillons. Les pesticides PFAS (substance per- et polyfluoroalkyles) sont considérés comme étant la principale cause de contamination au TFA. Dans cette nouvelle étude, des échantillons d'eau potable (robinet et bouteille), en Europe, ont été analysés. Le TFA a été détecté dans 34 des 36 échantillons d'eau du robinet (moyenne de 740 ng/L) et dans 12 des 19 eaux embouteillées (moyenne de 278 ng/L). L'analyse de 24 autres PFAS dans certains échantillons montre que le TFA reste le PFAS dominant. Actuellement, peu de références existent sur les risques sanitaires causés par le TFA, malgré la présence généralisée de ce polluant, qualifié d'éternel. Néanmoins, deux autres études récentes montrent que le TFA pourrait avoir des effets similaires à d'autres PFAS mieux étudiés, notamment une toxicité hépatique et des malformations congénitales. L'institut néerlandais pour la santé publique et l'environnement (RIVM) a proposé une valeur indicative pour le TFA dans l'eau potable de 2 200 ng/L. Au niveau de l'UE, aucune limite légale n'existe actuellement pour le TFA, mais une valeur limite standard pour le « Total PFAS », de 500 ng/L, devrait entrer en vigueur en 2026. En intégrant le TFA dans cet indicateur « Total PFAS », ce seuil est dépassé dans la moitié des échantillons d'eau du robinet de l'étude ; des milliards d'euros d'investissement seraient alors nécessaires pour moderniser technologiquement l'approvisionnement en eau potable.

<https://www.generations-futures.fr/actualites/eau-potable-pfas-tfa/tfa-juillet-2024-v4/>
2024, 37 p., éd. PESTICIDE ACTION NETWORK EUROPE (PAN EUROPE)

réf. 315-120



ÉCOLOGIE ET RURALITÉ

AGRICULTURE-ENVIRONNEMENT

Le portrait du mois : Là où la vie et le paysage fleurissent

LEDREUX Amandine / CHANEL Matthieu

Damien Monnerie est maraîcher bio sur la Ferme Maraîchère La Demi-Lune, en Ille-et-Vilaine. Il s'est installé en 2019, après un BPREA en maraîchage bio et 4 ans de salariat agricole. Damien, qui pratique également la biodynamie, produit une quarantaine de légumes, sur une surface de 3 ha, dont 2 000 m² sous abris. 70% des ventes sont effectuées sur le marché de Vitré, complétées par une commercialisation à la ferme, en AMAP, à des restaurants, à des crèches et à des Biocoop. Deux salariés à temps partiel sont employés sur la ferme. Damien est attaché à préserver de la biodiversité sur sa ferme, en diversifiant ses cultures, en maintenant et en renouvelant des haies, en plantant de nouveaux fruitiers (kiwis, framboises, cassis, etc.), en cultivant des bandes fleuries pour les pollinisateurs, etc. Damien cherche également à limiter l'usage de plastique et laisse ses planches s'enherber naturellement en fin de saison. Une mare a été créée récemment sur la ferme, conçue comme un réservoir de biodiversité. En parallèle, le bassin d'irrigation, dont la fonction principale reste la réserve en eau, a été aménagé avec des radeaux flottants pour accueillir des plantes aquatiques.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48738>
SYMBIOSE N ° 301, 01/06/2024, 2 pages (p. 18-19)

réf. 315-007

Agriculture et Biodiversité : Une pépinière dans l'air du temps

PETITPAS Maxime / GARNIER Benjamin / BENOIST Corentin / ET AL.

5 étudiants du Lycée Les Vergers, à Dol de Bretagne (35), ont recueilli le témoignage d'Alexis Lis, pépiniériste à Vignoc et membre du GIEE Biodiversité (Agrobio35). Pour développer la biodiversité dans sa pépinière, Alexis a creusé une mare. Il entretient également le bocage autour de sa ferme. Il souhaite désormais installer des aménagements pour les animaux (perchoirs, nichoirs à oiseaux et chauves-souris, abris à serpents, etc.). Pour se former et partager son expérience, il participe au GIEE Biodiversité. Pour toucher un plus grand public, il souhaiterait organiser des visites de sa ferme.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48741>
SYMBIOSE N ° 301, 01/06/2024, 1 page (p. 27)

réf. 315-010

Au Cap Fréhel, un troupeau multi-espèces pâture

COGNE Marguerite

Dans les Côtes d'Armor, Katell Lorre élève en bio un troupeau mixte, qui pâture sur le site naturel du Cap d'Erquy – Cap Fréhel, en partenariat avec le Syndicat Mixte du site et la commune de Plévenon. Le troupeau est composé de 6 vaches Froments du Léon, de 3 ânes, de 5 chevaux et de 7 chèvres des fossés, des races anciennes adaptées aux landes et au régime alimentaire diversifié qu'elles permettent, composé d'au moins 40 espèces. Travailler sur ce site, à la fois naturel et touristique, impose des contraintes particulières, d'ordre technique, environnemental, voire administratif. Néanmoins, Philippe Quéré, animateur Natura 2000, explique l'importance de maintenir une activité pastorale extensive sur le site, afin de conserver le paysage de landes et sa biodiversité spécifique, comme le montrent des suivis photographiques par drone et des inventaires naturalistes dans les landes. En outre, le pâturage est reconnu comme un levier d'amélioration de la sécurité incendie de la zone.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48768>
ECHO DU CEDAPA (L') N ° 172, 01/05/2024, 1 page (p. 5)

réf. 315-028



Dans le Massif central, des solutions face au climat

REYNE Sonia

Depuis 2015, le projet AP3C, piloté par le SIDAM et impliquant onze départements du Massif central, ainsi que l'Institut de l'Élevage, œuvre à modéliser les changements climatiques à venir sur le Massif central à l'horizon 2050, ainsi qu'à réfléchir aux pistes d'adaptation mobilisables par les éleveurs. Ces adaptations devront, pour être le plus efficace possible, être réfléchies au cas par cas et prendre en compte l'ensemble des composantes de la ferme : productions animales, productions végétales, potentiel agronomique, conditions de travail...

REUSSIR BOVINS VIANDE N ° 321-322, 01/01/2024, 2 pages
(p. 36-37)

réf. 315-046

Trade-offs between higher productivity and lower environmental impacts for biodiversity-friendly and conventional cattle-oriented systems

Compromis entre une productivité plus élevée et des impacts environnementaux moindres pour des systèmes bovins respectueux de la biodiversité et des systèmes bovins conventionnels (Anglais)

MONDIERE Aymeric / CORSON Michael /
AUBERGER Julie / ET AL.

Cette étude a évalué la productivité et les impacts environnementaux de sept systèmes d'élevage (5 en agriculture biologique), dont certaines fermes expérimentales (6 en France et un dans le sud de l'Angleterre) : trois en bovins allaitants (La Barge, Saint Laurent de la Prée et Thorigné d'Anjou), trois en bovins lait (Trévarn, Oasys et Derval) et un système de renaturation agricole (agricultural rewilding system) en Angleterre. Parmi ces systèmes, 4 intègrent la biodiversité comme un élément à part entière dans leur stratégie de production. Les données ont été collectées sur 2018-2020. Une analyse du cycle de vie (ACV) a été menée et a permis d'évaluer six impacts environnementaux (acidification terrestre, eutrophisation de l'eau douce, eutrophisation marine, occupation des sols, changement climatique et besoins énergétiques). Elle a été complétée par un calcul du taux de retour énergétique (TRE), bilan entre l'énergie qui quitte le système et l'énergie qui y rentre. Par hectare, la production de protéines animales comestibles, le besoin d'énergie et l'impact sur le changement climatique allaient, respectivement, de 5 kg ; 90 MJ ; -5,5 t CO₂-équivalent, pour le système anglais de renaturation agricole, à 239 kg ; 20 496 MJ ; 8,3 t CO₂-eq pour l'exploitation laitière française conventionnelle. Les 4 exploitations définies comme respectueuses de la biodiversité présentaient des systèmes extensifs avec une bonne autonomie, qui dégagnaient certes une plus faible productivité par ha, mais présentaient aussi de plus faibles impacts environnementaux, en particulier pour le changement climatique et la demande énergétique.

<https://doi.org/10.1016/j.aggsy.2023.103798>
AGRICULTURAL SYSTEMS N ° Volume 213, 01/01/2024,
15 pages (p. 1-15)

réf. 315-031



Les vaches Biolait, ouvrières de la biodiversité

GAEC DES AUBES TERRES

Guy, Suzanne et Rémi sont éleveurs, en bio, au Gaec des Aubes Terres, dans l'Aisne. La ferme comprend 62 ha, en tout herbe, pâturés ou fauchés pour les 35 vaches laitières Normandes. Le Gaec travaille en partenariat avec le Conservatoire d'espaces naturels des Hauts-de-France (anciennement de Picardie), afin de mesurer et de préserver la biodiversité agro-pastorale de la ferme : 140 espèces ont été identifiées sur le site. Le calendrier de pâturage est adapté, afin de favoriser des cycles complets de floraison, et des parcelles sont maintenues en hautes herbes pour la faune. Également en partenariat avec le Conservatoire, le Gaec participe au fauchage de parcelles du camp militaire de Sissonne. Ce partenariat permet un entretien à moindre coût pour les militaires, un maintien d'espaces naturels ouverts (pelouses et prairies calcicoles) pour le Conservatoire et une sécurisation du bilan fourrager pour le Gaec.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48832>
VOIX BIOLACTEE (LA) N ° 115, 01/06/2024, 2 pages (p. 36-37)
réf. 315-113

DÉVELOPPEMENT RURAL

Circuit court : Des légumes et fleurs bio pour la métropole

BARGAIN Véronique

Virginie Boisseau et Mickaël Girard sont maraîchers bio au sein du GAEC Terres de Gaïa, en Maine-et-Loire. La ferme produit une cinquantaine de légumes sur 7 ha, dont 5 000 m² de serres froides, qui comprennent 1200 m² aménagés en un point de vente. En plus des légumes bio, le Gaec produit des fleurs coupées et des plantes fleuries, à hauteur de 20% du chiffre d'affaires. La commercialisation se fait essentiellement en vente directe, à la ferme, sur 3 marchés et dans une AMAP, en lien notamment avec le PAT (Plan d'Alimentation Territorial) d'Angers Loire Métropole.

REUSSIR FRUITS ET LEGUMES N ° 446, 01/02/2024, 2 pages (p. 42-43)

réf. 315-006

Qualité de vie et des conditions de travail : Renforcez l'attractivité de votre ferme !

DROGOU Lucie

En maraîchage, le salariat est une composante importante de la réussite d'une ferme. Améliorer l'attractivité de la ferme est un moyen de simplifier les recrutements et, ensuite, de favoriser l'intégration dans la durée des salarié.es. L'ARACT Bretagne a mené une étude de 3 ans auprès de différentes entreprises bretonnes (pas uniquement agricoles). Plusieurs leviers d'amélioration de la qualité de vie et des conditions de travail sont ressortis : pratiquer un management plus participatif (réunion hebdomadaire, briefing collectif journalier, etc.) ; repenser l'organisation du temps de travail (souplesse et visibilité du planning) ; rendre les espaces plus attrayants (salle de pause, ergonomie des espaces, etc.) ; renforcer la qualité et la fiabilité des équipements (équipement adapté à la taille de l'équipe, maintenance préventive du matériel, etc.) ; optimiser les parcours de professionnalisation (proposer des temps de formation et des séances d'explications et d'échanges de pratiques). Ces leviers ne sont pas exhaustifs et ne sont pas forcément adaptés à toutes les structures ; sur sa ferme, une première étape consistera à réaliser un diagnostic, notamment en ouvrant le dialogue entre membres de l'équipe.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48740>
SYMBIOSE N ° 301, 01/06/2024, 2 pages (p. 22-23)
réf. 315-009

Au Gaec de Chantôme, le collectif donne des ailes !

RIGAULT Annie

Depuis 2020, Alice, Arthur, Cécile et Fanny ont décidé de former un collectif agricole. Leur projet, en bio, a vu le jour en octobre 2021, dans une ferme de 93 hectares, à Chantôme, dans l'Indre. Les outils et le temps de travail sont mutualisés, ce qui leur permet ainsi d'avoir des temps de repos. Plusieurs ateliers ont été mis en place : élevage bovin laitier, élevage caprin et maraîchage. Les productions sont commercialisées en vente directe, sur deux marchés, ainsi qu'à la ferme, où s'est également rapidement formé un marché avec d'autres producteur·ices bio. La diversité de l'offre a entraîné un succès immédiat de la commercialisation de leurs produits. L'équipe a, depuis, pu s'agrandir grâce à la présence de trois salariés. Les quatre associé·es aimeraient être rejoints par d'autres paysans et paysannes pour créer de nouveaux ateliers à l'avenir.

CAMPAGNES SOLIDAIRES N ° 404, 01/04/2024, 1 page (p. 17)
réf. 315-056



Et une, et deux, et trois... retour d'expériences sur des fermes qui se prêtent main forte sur des chantiers collectifs

BARRIER-GUILLOT Alexandre / RANOUX Chloé / VENOT Céline

En Haute-Savoie, trois fermes maraîchères bio, L'Heureux Clu, Le potager des castors et La ferme bio de Lovagny, organisent des chantiers partagés, tels que la réalisation des tranchées d'une serre, la plantation de cucurbitacées, le charriage de compost, etc. Les intérêts sont multiples : échange technique, lien humain, accélération des gros chantiers, etc. En production de petits fruits bio, Nathalie Vinot, Les vergers du Panda et la ferme Rouge Gorgette ont également partagé certains chantiers : taille des framboisiers, plantation de fraisiers, chantier de désherbage et de paillage, etc. Pour faciliter ces échanges, il est conseillé de regrouper trois fermes au maximum, situées à moins d'une heure de trajet et avec des pratiques culturelles similaires. En Haute-Loire, 3 fermes maraîchères mutualisent l'investissement et le fonctionnement d'une pépinière, gérée au quotidien par l'une des maraîchères. Également en Haute-Loire, Florent et Henri-Pierre, récemment installés en maraîchage bio, se sont entraînés pour les démarches administratives de l'installation et ont continué dans cette dynamique, en investissant ensemble dans du matériel agricole et en partageant régulièrement des chantiers.

<http://www.auvergnerhonealpes.bio/telechargements/>
LA LUCIOLE N ° 40, 23/09/2023, 3 pages (p. 24-26)

réf. 315-015

Humus

KOENIG Gaspard

Deux étudiants en agronomie, angoissés comme une large partie de leur génération par la crise écologique, refusent le défaitisme et se mettent en tête de changer le monde. Kevin, fils d'ouvriers agricoles, lance une start-up de vermicompostage et endosse l'uniforme du parfait transfuge sur la scène du capitalisme vert. Arthur, enfant de la bourgeoisie, tente de régénérer le champ familial ruiné par les pesticides, mais se heurte à la réalité de la vie rurale. Au fil de leur apprentissage, les deux amis mettent leurs idéaux à rude épreuve. Du bocage normand à la Silicon Valley, des cellules anarchistes aux salons ministériels, Gaspard Koenig raconte les paradoxes de notre temps – mobilité sociale et mépris de classe, promesse de progrès et insurrection écologique... Une histoire de terre et d'hommes, dans la grande veine de la littérature réaliste.

2023, 379 p., éd. ÉDITIONS DE L'OBSERVATOIRE

réf. 315-072

A Sapousse, ça part en parts

DUCASSE Benoît

Sylvie Guillot et Florent Sebban sont maraîchers, en bio, à la ferme Sapousse, dans l'Essonne. Non issus du milieu agricole, Sylvie et Florent se sont installés à Pussay, sur un terrain agricole de 4,7 ha, loué à la commune. Leur production est diversifiée : 50 légumes, des plantes aromatiques et médicinales, du miel et, depuis peu, des fruits (500 arbres plantés en 2019). La production est vendue via l'AMAP locale. Un abonnement équivaut à une demie part, les récoltes étant divisées en 75 parts. Sylvie et Florent entretiennent un réel échange avec leurs amapiens, pour discuter des charges et des produits de la ferme. La ferme produit un chiffre d'affaires de 93 000 € en légumes et de 30 000 € en plantes aromatiques, soit un revenu net de 1 850 € par personne.

CAMPAGNES SOLIDAIRES N ° 406, 01/06/2024, 2 pages (p. 16-17)

réf. 315-102



Geyser, à la source des savoirs écologiques paysans

STOFFEL Albane

L'association Geyser (Groupe d'Etude et de Service pour l'Economie des Ressources) vise à améliorer le dialogue territorial et à développer et valoriser les savoirs écologiques paysans. Jean-Luc Campagne, chargé de mission dans l'association, explique le besoin de collecter et de partager les connaissances de terrain, observées par les paysans et les paysannes. Ces savoirs, souvent techniques, sont probablement les plus adaptés à un contexte donné puisqu'ils sont construits par les paysans et les paysannes eux-mêmes, dans leur contexte agroécologique. L'association s'engage à concilier les enjeux agronomiques et environnementaux.

https://www.agriculture-moyenne-montagne.org/IMG/pdf/bulletin_admm_13_def.pdf

LE BULLETIN DE L'AGRICULTURE DURABLE DE MOYENNE MONTAGNE N ° 13, 01/06/2024, 2 pages (p. 13-14)

réf. 315-103

Dossier : Revendiquer ensemble l'élevage paysan

LE BOT Soazig / CHAPELLE Sophie / BERTHIER Céline / ET AL.

Les 25 et 26 janvier 2024, s'est tenu le colloque « Elevage paysan ». Ce dossier revient sur les échanges qui ont eu lieu à cette occasion, entre éleveurs et éleveuses, chercheurs et autres acteurs, autour de nombreux sujets : la définition de ce qu'est l'élevage paysan, ses valeurs, l'alternative qu'il propose entre d'un côté l'agro-industrie et de l'autre le dogme des anti-élevages, le bien-être animal et le bien-être de l'éleveur et leur interdépendance, la place de la mort de l'animal dans la société et à la ferme, l'abattage acte d'élevage à part entière, l'autonomie de décision, le féminisme paysan et la vision du métier d'éleveur... Pour nombre de participants, ce colloque a permis de mettre des mots sur des problématiques majeures, d'accepter le débat et la controverse ou encore de « tracer les lignes conductrices des travaux syndicaux à venir, nécessaires à la défense de l'élevage paysan ».

CAMPAGNES SOLIDAIRES N ° 404, 01/04/2024, 8 pages (p. I-VIII)

réf. 315-096

Revaloriser les échanges entre cultures et élevages dans les territoires

LEU Orlane

Le projet RECIT (Relations Elevages/Cultures Intra-territoriales) vise à améliorer les complémentarités végétal/animal, sur le territoire de Charente et de Charente-Maritime. Ce territoire, en majorité céréalier et viticole, est néanmoins bordé, à l'Est, par la Charente Limousine, une zone d'élevage. Les 4 collectifs intégrés dans le projet (Civam du Pays Ruffecois, Civam de Charente Limousine, FRAB-Nouvelle-Aquitaine, Fédération des CUMA des Charentes) travaillent principalement sur deux axes : accompagner les cultivateurs à intégrer des ateliers d'élevage sur leur ferme (par des visites, de la formation, du parrainage, etc.) et développer des partenariats territoriaux. Un partenariat envisagé serait d'organiser des transhumances hivernales des animaux de moyenne montagne vers les plaines.

https://www.agriculture-moyenne-montagne.org/IMG/pdf/bulletin_admm_13_def.pdf

LE BULLETIN DE L'AGRICULTURE DURABLE DE MOYENNE MONTAGNE N ° 13, 01/06/2024, 1 page (p. 15)

réf. 315-104



ÉNERGIE

Enjeux agronomiques, techniques et économiques d'une mobilisation accrue des différents gisements de biomasse et de leur transformation en bioénergies

CAQUET Thierry / AXELOS Monique / SOUSSANA Jean-François / ET AL.

Un groupe d'experts, piloté par INRAE, a synthétisé les enjeux agronomiques, techniques et économiques d'une mobilisation accrue de la biomasse pour sa transformation en bioénergies, en France. Cette synthèse s'inscrit notamment dans la Stratégie nationale bas-carbone 3 (SNBC-3). Plusieurs types de bioénergies, issues de différents gisements de biomasse, sont analysés, que ce soit les biogaz (issus de déjections animales, de cultures dédiées, de déchets alimentaires, etc.), les agrocarburants ou encore la biomasse solide (bois, résidus de cultures, etc.). La synthèse se conclut par des perspectives stratégiques dont, entre autres, les points critiques suivants : la biomasse peut contribuer au mix énergétique français, mais ne peut pas répondre à tous les besoins ; une hiérarchie des usages doit être arbitrée, avec en priorité l'alimentation, puis les biofertilisants, les matériaux et, enfin, l'énergie ; l'impact du changement climatique est difficile à appréhender ; les exportations de biomasse doivent se faire en respectant la fertilité du sol pour un usage durable. Le groupe d'experts questionne, de plus, la Stratégie française énergie-climat (SFEC) ; par exemple, l'objectif de production de 50 TWh issues de biogaz, en 2030, serait trop ambitieux : il mobiliserait une quantité de CIVE (Cultures Intermédiaires à Valorisation Energétique) et de résidus de cultures trop importantes. En conclusion, le groupe d'experts appelle à la mise en place d'un dispositif transversal de type Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) sur la problématique de la biomasse.

https://hal.inrae.fr/hal-04530404v1/file/20240402_Rapport%20GT%20INRAE%20Bioe%CC%81nergies%20SNBC-3.pdf
2024, 46 p., éd. INRAE (Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement)

réf. 315-081

De l'énergie solaire dans les framboises

EPPENBERGER David

Heinz Schmid est producteur de petits fruits bio, à Gelfingen, en Suisse. Il a équipé une de ses parcelles de framboises avec 7200 m² de panneaux photovoltaïques, soit une production de 500 kW-heures. L'agriphotovoltaïsme (agri-PV), qui consiste à lier production alimentaire et photovoltaïsme, est une pratique innovante en Suisse, mais plus courante dans d'autres pays (Japon, entre autres). Juridiquement, ces installations ne sont possibles que si la fonction agricole est maintenue. Or, la présence des panneaux perturbe la production des légumes, du blé, des pommes de terre, etc. En revanche, les panneaux peuvent jouer un rôle de protection sur les petits fruits, souvent déjà équipés de parapluies ou de filets anti-grêle. Heinz Schmid travaille en collaboration avec Agroscope pour suivre les performances de son système agri-PV. Deux modules ont été aménagés sur la ferme : un système de panneaux à la verticale, pour laisser passer la lumière, et un système développé par Insolight, équipé d'un programme qui permet de diffuser plus ou moins la lumière entre les panneaux et les cultures, afin d'optimiser photosynthèse et production d'énergie.

BIOACTUALITÉS N ° 4/24, 10/05/2024, 3 pages (p. 16-18)
réf. 315-011

Des serres photovoltaïques en voie d'amélioration

BERNAUD Clara

Catherine Mazollier, du Grab Avignon, a effectué un inventaire des serres photovoltaïques existantes, ainsi que leur bilan agronomique, en France. Les prospections auprès des techniciens, des exploitants et des structures de recherche (dont l'Aprel) ont montré que le modèle le plus courant était la serre multichapelle, avec des panneaux photovoltaïques couvrant 50 à 60% de la surface du toit. Certains modèles innovants, dont les panneaux bifaciaux, captent également la lumière réfléchie par le sol et optimisent production d'énergie et photosynthèse (ces panneaux sont développés par Insolight, Redensolar, Urbasolar).

REUSSIR FRUITS ET LEGUMES N ° 447, 01/03/2024, 1 page (p. 25)
réf. 315-018



L'agrivoltaïsme au service de l'élevage laitier

HUET Sabine

L'agrivoltaïsme consiste à produire de l'énergie solaire sans perturber la production agricole, selon la réglementation. Certains systèmes de panneaux photovoltaïques sont adaptés à l'élevage bovin : la solution Camélia de Engie green et d'INRAE, les ombrières fixes à 2,40 m de QairFrance, les ombrières dynamiques « canopée agricole » de TSE, entre autres. Ces installations ne doivent pas perturber le déplacement des bovins et des machines agricoles et doivent également apporter au moins un service à l'élevage : par exemple, plus d'ombrage pour les bovins, selon le témoignage de Yoann Bizet, éleveur laitier dans le Calvados. Economiquement, ces installations rapporteraient 2 000 €/ha/an de loyer au propriétaire du foncier et entre 500 et 1000 €/ha/an d'indemnité d'occupation à l'éleveur, pendant 30 à 50 ans. A noter que peu de références technico-économiques sont aujourd'hui disponibles.

REUSSIR LAIT N ° 389, 01/04/2024, 4 pages (p. 44-47)
réf. 315-021

Guide pratique : Energies : Agir sur l'énergie

ENTRAID'

Ce guide pratique aborde la thématique de l'énergie en agriculture. Dans une première partie, plusieurs méthodes et stratégies d'économies d'énergie sont mises en avant : économie de carburant en regroupant le parcellaire et en optimisant le matériel agricole, utilisation de machines électriques, isolation des bâtiments, etc. Dans la deuxième partie, plusieurs ateliers de production d'énergie, à petite échelle, sont présentés : la micro méthanisation, le solaire thermique, le photovoltaïque, le bois, etc. Pour finir, des projets de production d'énergie plus conséquents sont décrits : l'agrivoltaïsme, la méthanisation, le photovoltaïque, ou encore le biogaz. Le guide s'appuie sur des références technico-économiques, mais également sur des témoignages et des données réglementaires.

ENTRAID' N ° Guide pratique Énergies - Mai 2024, 01/05/2024, 60 pages (p. 1-60)

réf. 315-033

Agrivoltaïsme : « Donner la priorité à l'élevage ovin »

MARCHAND Nathalie / MOREL Bérenger

André Delpech, éleveur ovin dans le Lot et membre de la Fédération nationale ovine (FNO), analyse le décret du 9 avril 2024 encadrant l'agrivoltaïsme en France. La mise en place de panneaux photovoltaïques sur une terre agricole n'est possible que si la parcelle est réputée inculte, ou si l'activité agricole reste l'activité principale : il s'agit alors d'agrivoltaïsme. Les panneaux ne peuvent pas couvrir plus de 40% de la parcelle et doivent apporter au moins un service à la production agricole (ombrage pour les animaux, entre autres). La FNO propose une charte de bonnes pratiques en agrivoltaïsme en élevage ovin, avec notamment la hauteur minimale à respecter.

REUSSIR PATRE N ° 714, 01/05/2024, 2 pages (p. 6-7)
réf. 315-023



Energie : Agrivoltaïsme : des campagnes survoltées

THEPOT Stéphane

Le décret encadrant la production d'électricité sur les terres agricoles a été publié le 9 avril dernier et il prévoit que les panneaux solaires pourront couvrir jusqu'à 40 % des surfaces agricoles, sans baisse du rendement agricole (mais avec quel contrôle ?). Pour Christian Dupraz, ingénieur de recherche à INRAE, qui a développé, depuis 2009, le concept d'agrivoltaïsme, le décret va trop loin et aurait dû limiter les surfaces couvertes entre 10 et 20 %. Pour cet expert, c'est l'intervention de poids lourds du photovoltaïsme qui est à l'origine de cette évolution. Or, les oppositions locales vont se faire de plus en plus entendre, face à des projets qui risquent notamment d'impacter les paysages, voire d'amener les agriculteurs à ne plus produire. Par ailleurs, les sommes en jeu sont énormes pour les propriétaires des terres : loyers parfois supérieurs à 5000 euros l'hectare. De plus, les surfaces couvertes de panneaux (qui doivent être démontés en fin de vie) ne seront pas prises en compte pour le calcul de l'objectif « Zéro artificialisation nette ». Les conflits et le recours aux tribunaux risquent de se développer. Certaines Chambres d'agriculture ont déjà adopté des chartes pour tenter d'encadrer le développement des panneaux photovoltaïques sur les terres agricoles. Ainsi, la Chambre d'agriculture de la Nièvre a fixé des plafonds en termes de surfaces et de puissance installée et a mis en place un système original pour répartir la plus-value vers le territoire, sous forme d'une rétribution de 1500 euros par mégawatt et par an visant à financer des projets de proximité. Dans tous les cas, le décret reste muet sur la question de la modalité de répartition. Autre question : Faut-il produire sur de grandes surfaces à moindre coût pour être compétitif dans un marché globalisé ou développer un modèle déconnecté de la bourse européenne d'électricité ?

https://revue-sesame-inrae.fr/sesame/N15-mai-2024-Mission_agrobiosciences_Inrae-web.pdf
SÉSAME N ° 15, 01/05/2024, 6 pages (p. 26-31)

réf. 315-085

ENVIRONNEMENT

La France face au changement climatique : toutes les régions impactées

RESEAU ACTION CLIMAT-FRANCE

Les impacts concrets du changement climatique existent, dès à présent, dans les régions françaises et risquent de s'aggraver dans le futur. Le réchauffement moyen, en France, est de +1,9 °C ; 50% des vagues de chaleur enregistrées depuis 1947 sont concentrées après 2010 ; et près de 38 000 personnes sont décédées à cause de la chaleur entre 2014 et 2023. Dans ce document, les impacts actuels et futurs du changement climatique, dans chaque région de France, sont présentés : fonte des glaciers, risques d'inondations, îlots de chaleur, augmentation du risque de feux de forêt, intensification des cyclones et des ouragans, submersions, sécheresses, fortes chaleurs, etc. En plus de ces impacts directs, les impacts sur les activités humaines sont mis en avant : impact des aléas climatiques sur les rendements agricoles, effet des îlots de chaleur sur la santé humaine, impact sur le tourisme et sur d'autres activités économiques, etc. Pour faire face à ces enjeux, des actions territoriales ambitieuses d'adaptation et d'atténuation, face au changement climatique, sont nécessaires.

https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2024/09/rac_climat-region-rapport_12-web.pdf

2024, 86 p., éd. RÉSEAU ACTION CLIMAT-FRANCE

réf. 315-121



VIE PROFESSIONNELLE

ANNUAIRE

Le guide de la distribution de produits bio en Nouvelle-Aquitaine & en Occitanie – Édition septembre 2023

INTERBIO NOUVELLE-AQUITAINE / INTERBIO OCCITANIE

INTERBIO Nouvelle-Aquitaine et INTERBIO Occitanie se sont associées pour publier ce guide destiné aux entreprises de transformation, aux coopératives et aux producteurs bio de leurs deux régions, avec pour objectif de faciliter les partenariats commerciaux entre les acteurs de la filière bio. Cette édition, actualisée et complétée avec de nouveaux acteurs, recense les réseaux bio spécialisés, les grossistes bio régionaux, les distributeurs de la GMS généralistes, ainsi que les acteurs du e-commerce. Chaque fiche fournit, de manière synthétique, les informations suivantes : - La présentation du réseau, de l'entreprise et de ses spécificités ; - La qualification de l'offre ; - L'organisation logistique du réseau ; - Le référencement : parcours de référencement, cahier des charges ... ; - Les contacts. Ce guide comprend aussi un panorama de la distribution des produits bio et les tendances de marché.

<https://www.interbio-occitanie.com/content/uploads/2023/09/guide-distri-2023-vweb.pdf>
2023, 86 p., éd. INTERBIO NOUVELLE-AQUITAINE / INTERBIO OCCITANIE

réf. 315-065

ÉCONOMIE

Durabilité des systèmes pour la sécurité alimentaire : Combiner les approches locales et globales

THOMAS Alban / ALPHA Arlène / BARCZAK Aleksandra / ET AL.

La sécurité alimentaire et nutritionnelle fait référence au défi de fournir une alimentation saine, durable et accessible à tous les êtres humains, avec quatre dimensions couvrant des questions interconnectées : la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité. Cet immense défi nécessite de transformer les systèmes alimentaires et de mobiliser tous les acteurs et décideurs politiques en se basant sur des connaissances et des preuves scientifiques intersectorielles et intégrées. Pour aider à relever ces défis, le Cirad et INRAE ont mené, entre 2014 et 2020, un ambitieux programme interdisciplinaire sur les transitions pour la sécurité alimentaire mondiale, appelé GloFoodS. Cet ouvrage présente des résultats de recherche récents correspondant à un large éventail de disciplines et obtenus à partir d'une variété d'échelles d'analyse, combinant des approches locales et globales de la sécurité alimentaire. Il explore des questions telles que la gouvernance des systèmes alimentaires, l'équilibre et les écarts entre l'offre agricole et les besoins alimentaires, le rôle des innovations pour fournir des aliments de haute qualité et promouvoir des chaînes de valeur résilientes, ou encore le rôle de la gestion des ressources locales pour atteindre la sécurité alimentaire. Cet ouvrage s'adresse à un large public scientifique de chercheurs, d'enseignants, de professionnels des systèmes alimentaires et de décideurs, ainsi qu'à tous les lecteurs intéressés par les questions de sécurité alimentaire et nutritionnelle.

2024, 244 p., éd. ÉDITIONS QUAE

réf. 315-060



ÉTRANGER

La bio en Allemagne : L'évolution du parc des magasins bio en Allemagne ; Affirmation de l'épicerie fine bio outre-Rhin

ECOZEPT / DENAN Jean-Marc

L'Allemagne sort de la crise économique, ce qui a un impact positif sur le marché bio. On constate, en effet, une baisse des prix des produits bio, ainsi qu'une croissance des ventes sur le 1er trimestre 2024. Durant l'année 2023, 115 magasins bio sur 2200 ont fermé définitivement, tandis que 29 ont ouvert, dont 21 appartenant à des filiales telles que « Denn's Biomarkt » et « Alnatura ». Certains magasins, souvent indépendants, ont aussi été repris par des chaînes. Dans le cadre d'une interview, Oliver Schuhmacher, directeur général de l'importateur-distributeur BioGourmet, partage son bilan sur le marché bio sur l'année 2023. La qualité des produits est un facteur d'importance pour les jeunes et la marque suit cette tendance en travaillant avec des petits producteurs bio. O. Schuhmacher recherche de nouveaux producteurs français, bien que leurs produits alimentaires soient généralement plus chers que ceux venant d'autres pays tels que l'Italie ou l'Espagne, car la demande d'épicerie fine bio de haute qualité augmente.

BIO LINEAIRES N ° 113, 01/06/2024, 2 pages (p. 29-30)
réf. 315-068

La bio en Espagne : La croissance 2023 se poursuit en 2024

DENAN Jean-Marc

Cet article est une interview de Pepe Navarro, PDG d'Herbolario Navarro, entreprise composée de 56 magasins bio en Espagne. Cette entreprise est à présent considérée comme une référence nationale, engagée sur la santé, sur l'environnement, ainsi que sur l'éthique sociale et sociétale. La pandémie a eu un impact positif sur le marché bio en Espagne : la consommation de produits biologiques a augmenté en raison de leurs bénéfices sur la santé, mais aussi de la généralisation de la cuisine domestique. Après le Covid, la consommation bio espagnole a continué d'augmenter et elle est passée de 53€ par personne et par an en 2022 à 60€ en 2023. Pepe Navarro a l'intention de continuer à développer son entreprise en ouvrant rapidement quatre à six nouveaux points de vente. Herbolario Navarro propose plus de 200 produits français à la vente, acquis auprès de 25 fournisseurs français, auxquels viendront s'en ajouter quatre nouveaux.

BIO LINEAIRES N ° 113, 01/06/2024, 1 page (p. 31)
réf. 315-069



L'eau : L'agriculture andalouse à sec

TREHET Christophe

Les effets du changement climatique se font de plus en plus prégnants en Andalousie, avec des températures en hausse et une pluviométrie en baisse. La situation perdure, voire s'aggrave, même si les pluies tombées en 2024 ont permis un certain répit. Or, le recours à l'irrigation reste soutenu par les politiques, alors qu'elle est le premier secteur en termes de consommation d'eau. Et malgré cette irrigation, les productions agricoles, souvent très intensives (dont l'olivier) et à la base d'une agriculture de fonds d'investissement, souffrent et connaissent des pertes de rendements importantes et répétées. Ce contexte amène à des débats soutenus entre différents modèles agricoles et économiques. Les tenants d'une agriculture intensive souhaitent que les solutions techniques pour l'approvisionnement en eau continuent à se développer : irrigation au goutte à goutte étendue, forages de nouveaux puits, construction de nouveaux barrages et de nouvelles usines de désalinisation de l'eau de mer, voire de canaux pour transférer, à grande distance, de l'eau en provenance de zones, et même de pays, où cette ressource est plus disponible. Travailler sur des variétés plus résistantes au manque d'eau, sur des pratiques plus agroécologiques, sur la préservation des sols, autant d'alternatives promues par d'autres, notamment les tenants de l'agriculture familiale. Cependant, la question de fond reste la répartition de la ressource en eau et l'équité de celle-ci : adapter la production à la ressource disponible, décider des priorités et faire appliquer ce qui est décidé. Aujourd'hui, 20 % des irrigants bénéficient de 85 % des volumes d'eau alloués.

https://revue-sesame-inrae.fr/sesame/sesame_N15-mai-2024-Mission_agrobiosciences_Inrae-web.pdf
SÉSAME N ° 15, 01/05/2024, 4 pages (p. 36-39)

réf. 315-084

GÉNÉRALITÉS

Dossier SIVAL

BAHUAUT Chloé / LUNEAU Cédric / GOUJON Mélanie / ET AL.

Le SIVAL, salon international des techniques de productions végétales, fait la part belle à l'agriculture biologique. Dans ce dossier, sont rapportés des éléments relatifs à six conférences qui se sont tenues lors de l'édition de janvier 2024 du SIVAL et qui ont un intérêt particulier pour les filières végétales biologiques : - La zeuzère, ravageur des cultures arboricoles fruitières ; - Comment réduire la pénibilité du travail en maraîchage diversifié ? ; - Quels leviers de lutte contre Drosophila suzukii ? ; - La filière bio en crise ? ; - Maraîchage bio-Mesclun : un outil de planification accessible à tous ; - Les PPAM bio en Pays de la Loire : connaissance des acteurs, caractérisation de l'offre et de la demande.

https://pays-de-la-loire.chambres-agriculture.fr/fileadmin/user_upload/226_chambre_dagriculture_pays_de_la_loire/Listes-affichage-FE/Agriculture-biologique/Bul-Technibio/Technibio_2024/Technibio_no_110_202403.pdf
TECHNI BIO N ° 110, 01/03/2024, 6 pages (p. 4-9)

réf. 315-047



Agriculture : La robotique, ce n'est pas automatique

KERVENO Yann

Le développement des robots progresse dans le monde agricole. Ils sont porteurs de solutions face à des problèmes comme le manque de main d'œuvre, les risques agricoles (accidents, exposition aux produits chimiques), la pénibilité au travail, ou encore l'usage des produits phytosanitaires. Il existe aujourd'hui, en France, 14 000 robots agricoles, dont la grande majorité en élevage. Si ce développement n'est pas nouveau, la situation évolue avec l'avancée des technologies permettant l'apparition de « robots des champs » autonomes dans leur déplacement et sur lesquels porte l'essentiel de l'article. Les enjeux économiques sont importants pour les acteurs de la robotique, qui poussent pour que ce marché se développe. Cependant, il existe des impossibilités techniques, des échecs et les coûts d'achat de ces machines sont très élevés. Certains éleveurs font même un retour en arrière et renoncent au robot parce qu'ils trouvent que cela les éloigne de leurs animaux. La croissance de la robotique agricole conduit en parallèle à un mouvement contraire, le « low-tech », porté notamment par la question de l'autonomie de décision des producteurs. C'est ce qu'illustre le développement de l'auto-construction : des producteurs apprennent à construire eux-mêmes leur machine, choix motivé par le manque de financement pour l'achat de neuf, l'absence de machines adaptées à leurs besoins, certaines convictions ou encore la volonté d'être autonomes, de ne pas dépendre de fabricants ou de réparateurs. Entre avancées technologiques, recherche de solutions et de compromis face à des contraintes de production de plus en plus fortes (changement climatique, risques sanitaires, manque de main d'œuvre, impératif de production...), et valeurs, quelle voie va prendre la robotique agricole ?

https://revue-sesame-inrae.fr/sesame/sesame_N15-mai-2024-Mission_agrobiosciences_Inrae-web.pdf
SÉSAME N ° 15, 01/05/2024, 6 pages (p. 40-45)

réf. 315-086

ORGANISATION DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE

France OP Lait : Pilier des organisations de producteurs de la filière lait en France

AOUSTIN Blandine

France OP Lait est un syndicat qui représente les intérêts des organisations de producteurs (OP) de lait, en France. 23 OP laitières sont adhérentes, dont Biolait. Les missions principales de ce syndicat sont : la promotion des OP laitières auprès des institutions ; l'accompagnement à la structuration des OP ; la défense des intérêts des OP ; le développement de filières durables et de qualité.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48834>
VOIX BIOLACTEE (LA) N ° 115, 01/06/2024, 1 page (p. 42)
réf. 315-115



RECHERCHE ET SYSTÈME SPÉCIFIQUE

AGROFORESTERIE

Identification of interspecific benefits (and some limits) in an agroforestry system combining rabbits and apple trees

Identification des bénéfices interspécifiques (et de certaines limites) dans un système agroforestier associant lapins et pommiers (Anglais)

SAVIETTO Davi / FILLON Valérie /
FETIVEAU Manon / ET AL.

Dans le cadre du projet exploratoire Lapoesie, du programme Inrae Métabio, une expérimentation a été mise en place sur le site Inrae de Gothenon (Drôme), qui étudie les bénéfices et les limites d'associer des lapins à un verger de pommiers. Trois systèmes ont été comparés : pommiers seuls, pommiers et lapins et lapins sans arbres, en pâturage. Le dispositif, les paramètres, les analyses statistiques et les résultats sont détaillés.

https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=4772533
2024, 43 p., éd. INRAE - GenPhySE / INRAE - UERI

réf. 315-082

Dossier spécial : L'arbre

MARIETTAZ Joseph / RIO Mickaël / GATEL Fanny / ET AL.

Ce dossier spécial, dédié à l'arbre en élevage laitier bio, est composé de 13 articles, principalement rédigés par des adhérents et des adhérentes de Biolait. Joseph Mariettaz, éleveur bio au Gaec Terre de Brunes (82), a réintroduit des arbres et des haies dans ses prairies, pour favoriser la pousse de l'herbe et le confort des vaches. Dans la Drôme, l'exploitation laitière bio de l'EPELEFPA Le Valentin, dirigée par Guillaume Fichepoil, a replanté des arbres et des haies sur ses prairies, pour des fonctions d'ombrage, de biodiversité, mais également de pédagogie. Fanny Gatel et Mickaël Rio, en bio au GAEC de Kerzuhen (56), ont planté des arbres dans leurs prairies, en adaptation au changement climatique, avec le financement du plan « France Relance ». Accompagné par le groupe agroforesterie du CIVAM 85, le Gaec les Rocs (85), en bio, a planté des arbres, à la fois sur ses prairies permanentes, mais également sur des parcelles de cultures. Danielle Manders et Cornelis Van Marle, de l'EARL Arbre de Vie (23), en bio, sont en cours de certification pour le Label Haie. L'AFAC (Association française de l'arbre champêtre) propose une méthode d'entretien et de valorisation de la haie. L'EARL du Grand Molard (69), en bio, a augmenté le pâturage sur sa ferme tout en intégrant plus de haies et d'arbres autour des pâtures. Antony et Marina Bureau, de l'EARL Bureau (49), en bio, valorisent leurs haies notamment en alimentation animale (broutage) ou en litière copeaux. L'INRAE de Lusignan a testé les valeurs nutritives de différentes essences d'arbres fourragers. Agnès Thiard et Baptiste Viallet, en bio au Gaec Ferme de Baumugnes (05), ont intégré des feuilles dans l'affouragement de leurs vaches Tarines. Le Gaec Funcken (52), en bio, intègre l'agroforesterie sur sa ferme, en lien avec le Parc National des Forêts. Pierre-Henri Lacombe, éleveur bio (12), valorise ses arbres et ses haies en filière plaquettes, pour le paillage et le chauffage. Coraline Francesetti, animatrice au Civam AD 53, revient sur l'intérêt de l'utilisation de bois plaquettes pour la litière des animaux.

VOIX BIOLACTEE (LA) N ° 115, 01/06/2024, 28 pages (p. 4-31)
réf. 315-112



L'agroforesterie : atouts et points de vigilance pour répondre aux défis de l'élevage bio

TROUILLARD Martin / BOSSHARDT Sara / DERBEZ Floriane / ET AL.

Pratique agroécologique à la fois ancestrale et d'avenir, l'agroforesterie a le potentiel pour être une alliée de poids dans le développement de l'agriculture biologique. En effet, les animaux ont beaucoup à gagner à évoluer à l'ombre des arbres, et à en consommer les feuilles et les fruits. Réciproquement, les arbres peuvent bénéficier de la présence animale. Néanmoins, certaines adaptations peuvent être nécessaires, et la complexification des systèmes agricoles soulève de nouveaux défis. Cette synthèse scientifique d'INRAE permet de faire le point sur les connaissances dans ce domaine.

<https://doi.org/10.20870/productions-animaux.2024.37.2.7468>
INRAE PRODUCTIONS ANIMALES N ° Vol. 37, n ° 2 - Numéro spécial "L'élevage biologique : conditions et potentiel de développement ", 13/09/2024, 19 pages (p. 1-19)

réf. 315-093

RECHERCHE

Organic farming expansion and food security: A review of foresight modeling studies

Développement de l'agriculture biologique et sécurité alimentaire : Une revue des études de modélisation prospective (Anglais)

BORGHINO Noélie / WISSINGER Lou / ERB Karl-Heinz

L'agriculture biologique, si elle présente des atouts en termes environnementaux, inquiète par sa productivité plus faible. Cet article passe en revue 23 études de modélisation consacrées à la mise en œuvre, à grande échelle, de l'agriculture biologique, qui prennent explicitement en compte l'offre et la demande de denrées alimentaires, en mettant particulièrement l'accent sur la capacité des systèmes simulés à fournir suffisamment de denrées alimentaires. Dans toutes les études (qui vont de l'échelle locale à l'échelle mondiale), l'expansion de l'agriculture biologique a entraîné une baisse de la production alimentaire, qui était plus prononcée dans les études simulant le cycle de l'azote et ses effets sur les rendements des cultures biologiques (-44%). Néanmoins, cette baisse a pu être compensée par des changements de régime alimentaire et par une combinaison d'autres mesures complémentaires. Ces résultats sont nuancés par les lacunes des connaissances et les limites des modèles actuels, notamment en ce qui concerne la simulation de la productivité des systèmes biologiques et la prise en compte des résultats au-delà de l'approvisionnement alimentaire. Cette étude donne du poids aux récents appels en faveur d'une approche fondée sur les systèmes alimentaires dans leur ensemble et contribue à la recherche future sur la mise en œuvre de systèmes agroécologiques et sur la modélisation de la sécurité alimentaire mondiale.

<https://doi.org/10.1016/j.gfs.2024.100765>
GLOBAL FOOD SECURITY N ° Volume 41, 01/06/2024, 12 pages (p. 1-12)

réf. 315-032



Deep genotyping reveals specific adaptation footprints of conventional and organic farming in barley populations - an evolutionary plant breeding approach

Le génotypage complet de populations d'orge révèle des empreintes d'adaptation spécifiques en agriculture conventionnelle et biologique - une approche de sélection végétale évolutive (Anglais)

SCHNEIDER Michael / BALLVORA Agim / LEON Jens

Dans l'objectif d'évaluer les différences de stratégie de sélection entre l'agriculture biologique et l'agriculture conventionnelle, une population hétérogène d'orge de printemps, créée par des rétrocroisements de la variété d'orge Golf, élite il y a 20 ans, avec une orge sauvage (ISR 42-8), a été semée dans deux agro-écosystèmes : en bio et en conventionnel. Les deux parcelles dépendaient de l'Université de Bonn (Allemagne). Pendant deux décennies, une fraction des graines récoltées chaque année a été semée l'année suivante, sans aucune sélection artificielle. Plusieurs générations (jusqu'à la 23ème) ont fait l'objet d'un séquençage de leur génome, afin d'identifier les changements de fréquence des allèles de chaque population, en fonction des conditions écosystémiques et climatiques et en lien avec les caractéristiques agronomiques de la population. La différence de fréquence des allèles entre les populations conventionnelles et bio s'est accrue au fil des générations, la population adaptée au bio présentant une plus grande hétérogénéité génétique. Les adaptations à de nouveaux environnements se produisent en quelques générations : les changements climatiques interannuels drastiques impliquent des changements significatifs de la fréquence des allèles. Des allèles particuliers de la forme sauvage ont été sélectionnés positivement, induisant une amélioration de la résistance au stress biotique, de la physiologie du rendement et des composantes du rendement, dans les deux systèmes. En outre, les allèles sauvages introduits ont montré une aptitude accrue liée à la morphologie des racines, aux processus de développement et aux réponses aux stress abiotiques dans l'agroécosystème biologique. En conclusion de l'analyse génétique, cette étude montre que la sélection de variétés adaptées à l'agriculture biologique devrait être menée dans un agro-écosystème géré de manière biologique, en se concentrant sur les caractéristiques liées aux racines, afin de combler l'écart de rendement par rapport à l'agriculture conventionnelle.

<https://doi.org/10.1007/s13593-024-00962-8>

AGRONOMY FOR SUSTAINABLE DEVELOPMENT N ° Vol. 44, article n ° 33, 08/05/2024, 19 pages (p. 1-19)

réf. 315-116

Contributions positives de la bio : L'Itab renforce les preuves scientifiques ; Externalités de la bio : L'enjeu de la santé humaine

RIVRY-FOURNIER Christine

L'Itab a présenté les résultats d'un nouveau rapport demandé par l'Etat sur les aménités rendues par l'AB comparativement au conventionnel. Pour réaliser cette étude, 800 articles scientifiques ont été analysés selon 4 axes : le sol, la biodiversité, le climat et la santé humaine. Les résultats confortent ceux d'une première étude analogue, conduite en 2016 par l'Itab et INRAE. Ainsi, pour le sol, l'AB présente de nombreux intérêts : baisse des impacts des produits phytopharmaceutiques sur la vie du sol par la non-utilisation de molécules chimiques, plus de matière organique présente (35 % en plus qu'en conventionnel), meilleure structuration et meilleure disponibilité en eau. Les études scientifiques montrent aussi des impacts positifs de l'AB sur l'ensemble de la biodiversité : moins de polluants, plus de haies, plus de diversité dans les cultures, autant d'éléments en faveur de la faune (dont les insectes ou les oiseaux), même si, pour certaines productions, comme la viticulture, les résultats sont plus nuancés, en lien avec un travail du sol plus important en bio qui peut impacter certains carabes ou microarthropodes. En matière d'atténuation du changement climatique, les nouveaux travaux confirment notamment que l'AB contribue à une baisse des émissions de gaz à effet de serre à l'échelle des parcelles cultivées, principalement en lien avec les pratiques de fertilisation. Enfin, en termes de santé humaine, l'AB présente plusieurs bénéfices, liés à la limitation des intrants et à l'interdiction des intrants de synthèse, de la production à la transformation. Des études ont notamment montré la moindre exposition des consommateurs bio aux pesticides de synthèse : par exemple, des taux supérieurs de 89 % ont été retrouvés dans les urines de consommateurs non bio, pour des produits organophosphorés qui sont connus pour leurs effets délétères sur la santé.

Lien vers la boutique : <http://www.abiodoc.com/boutique/48855>
BIOFIL N ° 154, 01/07/2024, 5 pages (p. 12-16)

réf. 315-095



BRÈVES

Programme national pour l'alimentation : Lancement d'un appel à projets 2024-2025

Depuis 2014, dans le cadre du Programme national pour l'alimentation (PNA), le ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de la Forêt lance, chaque année, un appel à projets national, en partenariat avec le ministère de la Santé et de l'Accès aux soins, le ministère des Solidarités, de l'Autonomie et de l'Égalité entre les femmes et les hommes et l'Agence de la transition écologique (ADEME).

Dans la continuité des précédents appels à projets, l'édition 2024-2025 « Vers la stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat (SNANC) » poursuivra le soutien à l'émergence de nouveaux projets alimentaires territoriaux (PAT) et au déploiement de projets fédérateurs, exemplaires ou innovants à l'échelle nationale ou interrégionale visant une alimentation plus durable, de qualité, favorable à la santé et accessible à tous.

Ce nouvel appel à projets national est doté d'une enveloppe globale qui pourra atteindre 2,8 millions d'euros.

Clôture des candidatures : 8 janvier 2025.

Lien : <https://agriculture.gouv.fr/programme-national-pour-lalimentation-lancement-dun-appel-projets-2024-2025>

Source(s) : <https://agriculture.gouv.fr/>,
20 novembre 2024

Lancement du Prix National de l'Agrobiodiversité animale 2025

Ceva Santé Animale et la Fondation du patrimoine ont lancé l'appel à candidatures de l'édition 2025 du Prix National de l'Agrobiodiversité animale.

Créé il y a 12 ans avec le soutien du ministère de l'Agriculture, ce prix est décerné aux éleveurs, aux organisations ou aux associations qui œuvrent pour préserver et valoriser les races agricoles françaises en voie de disparition.

Date limite de candidature : 6 janvier 2025.

Lien : <https://www.ceva.com/fr/prix-agrobiodiversite/lancement-du-prix-national-de-lagrobiodiversite-animale-2025/>

Source(s) : <https://www.ceva.com>,
20 novembre 2024

Contaminations au prosulfocarbe : La situation des producteurs bio se détériore

Le prosulfocarbe, aujourd'hui l'herbicide le plus utilisé en France, notamment pour traiter les céréales, contamine régulièrement des cultures non cibles comme le sarrasin (dont 40% est en bio) qui, pour être à maturité, est récolté en automne, bien souvent au moment des traitements chez les agriculteurs non bio.

Depuis quatre ans, les producteurs bio interpellent les différents ministres de l'Agriculture et l'Anses sur les risques de contamination associés au prosulfocarbe, ainsi que sur les pertes financières engendrées. Malgré cela, l'autorisation de la molécule n'est pas remise en question et aucun agriculteur n'a été indemnisé. De son côté, la FNAB va poursuivre ses actions juridiques, engagées avec Générations Futures depuis 2023, pour faire interdire la molécule.

Cette année, la FNAB a collecté des données auprès des organismes certificateurs et de quelques collecteurs. Ainsi, depuis 2018, plus de 400 récoltes biologiques ont été contaminées par du prosulfocarbe. Sur les cinq organismes collecteurs enquêtés, on comptabilise, entre 2020 et 2022, 140 fermes touchées pour plus de 550 tonnes de sarrasin et une perte estimée à 550 000 euros. Et l'année 2024 s'annonce très mauvaise. La moitié du sarrasin bio n'était pas récolté en octobre 2024 à cause de la pluie, alors que l'essentiel des traitements au prosulfocarbe avaient déjà eu lieu.

Lien : <https://www.fnab.org/communiques-presse/contaminations-au-prosulfocarbe-la-situation-des-producteurs-bio-se-deteriore-mobilisons-nous/>

Source(s) : <https://www.fnab.org>,
27 novembre 2024



La FNAB appelle à une politique de l'eau juste et qui préserve la santé publique

En 2022, 4,7 millions de personnes ont reçu, au moins une fois, une eau non conforme aux normes de qualité, pour des dépassements liés aux pesticides, selon le ministère de la Santé (« Bilan de la qualité de l'eau au robinet du consommateur vis-à-vis des pesticides en France en 2022.», de décembre 2023 : https://sante.gouv.fr/IMG/pdf/2022_qualite_edch_pesticides.pdf). Dans de nombreux territoires, la qualité de l'eau à l'entrée des stations de potabilisation dépasse les seuils autorisés pour certains pesticides, à tel point que plusieurs de ces captages devraient être fermés. Ces pollutions se retrouvent directement dans la facture du consommateur.

Selon le rapport d'inspection de l'IGAS, de l'IGEDD et du CGAAER (<https://agriculture.gouv.fr/telecharger/145932>) de juin 2024, la politique de protection de la qualité de l'eau est inefficace et coûteuse car elle ne s'attaque pas aux fondamentaux des pollutions d'origine agricole.

Ainsi, la FNAB appelle à :

- Orienter les actions de protection des captages d'eau potable vers un vrai changement de système agricole comme la conversion à l'agriculture biologique, plutôt que des actions inefficaces "d'optimisation d'épandage des pesticides" ;
- Interdire les pesticides et engrains de synthèse sur les zones de captage ;
- Augmenter la Redevance Pollution Diffuse.

Lien : <https://www.fnab.org/pour-une-politique-de-leau-juste-et-qui-preserve-la-sante-publique/>

Source(s) : [https://www.fnab.org,](https://www.fnab.org/)
29 novembre 2024

Pesticides : Cinq chartes dites de bon voisinage annulées par la Cour d'appel de Versailles

La Cour d'appel de Versailles a confirmé, le 29 novembre, l'annulation de cinq chartes des Pays de la Loire (Loiret, Cher, Eure-et-Loir, Indre-et-Loire et Loir-et-Cher) dites de bon voisinage, que des ONG avaient attaquées en décembre 2022, en estimant qu'elles ne protégeaient pas suffisamment les riverains exposés aux pesticides.

Pour rappel, en janvier 2024, un premier Tribunal administratif (celui d'Orléans) rendait une décision favorable aux ONG engagées dans les recours, mais le ministère de l'Agriculture avait fait appel de ces décisions (rejoint par certaines Chambres d'Agriculture) demandant le rejet de la décision d'annulation de l'arrêté des Préfets qui entérinait les chartes.

Lien : <https://www.generations-futures.fr/actualites/pesticides-chartes-victoire/>

Source(s) : [https://www.generations-futures.fr,](https://www.generations-futures.fr/)
2 décembre 2024

Justice : L'approbation du glyphosate est désormais devant la Cour de justice de l'Union européenne

Pesticide Action Network (PAN) Europe et ses membres, ClientEarth, Générations Futures, GLOBAL 2000, Pesticide Action Network Allemagne et Pesticide Action Network Pays-Bas, contestent l'approbation du glyphosate par l'Union européenne devant la Cour de justice de l'Union européenne.

Lien : <https://www.generations-futures.fr/actualites/glyphosate-recours-depot/>

Source(s) : [https://www.generations-futures.fr,](https://www.generations-futures.fr/)
11 décembre 2024

UMT CORSAIRE Bio

Dans le Bulletin Officiel du ministère de l'Agriculture du 28 novembre 2024, figure la Décision d'agrément du 28 octobre 2024 pour une unité mixte technologique (UMT) - CORSAIRE Bio, portée par ITAB, avec une prise d'effet au 1er janvier 2025.

Lien : <https://info.agriculture.gouv.fr/boagri/historique/28-11-2024>

Source(s) : [https://info.agriculture.gouv.fr/boagri,](https://info.agriculture.gouv.fr/boagri/)
28 novembre 2024



Paris : L'AB pour protéger l'eau

La régie municipale autonome de Paris a publié, le 29 novembre, les premiers résultats de son dispositif d'aides aux agriculteurs mis en place en 2020.

A ce jour, 115 agriculteurs et agricultrices cultivant plus de 17 300 hectares (dont 58 % en agriculture biologique) se sont engagés aux côtés d'Eau de Paris. Cette superficie représente plus d'une fois et demie la superficie du territoire parisien.

L'évaluation à mi-parcours souligne les résultats suivants : entre 2019 et 2023, les surfaces en agriculture biologique ont été multipliées par quatre sur toutes les aires d'alimentation de captage d'Eau de Paris, passant de 2 800 hectares à 11 800 hectares. La quantité de pesticides utilisée a été réduite en 2023 de 77%, soit l'équivalent de 55 tonnes de substances actives de pesticides évitées.

La politique de protection des ressources en eau menée par Eau de Paris représente, pour l'usager de l'eau potable, seulement 4 centimes d'euro au m³. En comparaison, le montant des coûts de traitements pour dépolluer l'eau est bien plus élevé : le rapport de la mission d'information du Sénat sur la gestion durable de l'eau, publié au mois de juillet 2023, indique que le coût des traitements curatifs est 3 fois supérieur aux actions de prévention.

Lien : <https://www.environnement-magazine.fr/eau/article/2024/12/02/150906/agriculture-eau-paris-permis-une-reduction-77-quantite-pesticides-utilisees>

Source(s) : <https://www.environnement-magazine.fr/>, 2 décembre 2024

Export collaboratif agroalimentaire 2024 : Le Cluster bio AuRA parmi les lauréats

Dans le cadre de l'appel à projets national 2024 dédié au thème de l'exportation collaborative pour les PME agroalimentaires, huit projets ont été retenus pour un montant de subventions cumulées de 450 000 euros. Ces projets vont permettre l'accompagnement de plusieurs groupes d'entreprises françaises à l'international, ainsi que le développement de leurs exportations. Parmi ces lauréats, figure un club export constitué de cinq entreprises bio d'Auvergne-Rhône-Alpes « Cluster bio » cherchant à se développer vers la Suisse.

Lien : <https://agriculture.gouv.fr/export-collaboratif-agroalimentaire-2024-présentation-des-8-laureats>

Source(s) : <https://agriculture.gouv.fr/>, 6 décembre 2024

Évolution des pesticides en France : Pas de baisse globale des traitements mais des résultats contrastés

L'objectif du plan Ecophyto, porté par la France en 2007, de réduire de 50% l'usage des pesticides en France en l'espace d'une décennie, est loin d'être atteint. Le NODU, indicateur de suivi calculé à partir des ventes de pesticides, a augmenté, en moyenne, de 3% entre 2009 et 2022. Les équipes de Solagro viennent d'ajouter à ces données celles de la carte Adonis, permettant de comparer l'évolution de la fréquence de traitement par les pesticides et les herbicides et des surfaces en bio entre 2020 et 2022. En trois ans, l'Indice de fréquence de traitement (IFT) moyen national mesuré dans Adonis ne baisse toujours pas et passe de 2,36 à 2,37 ; sur cette même période, la carte enregistre une légère augmentation des surfaces cultivées en agriculture biologique (+1,1%).

En 2022, dix cultures concentrent 90% des traitements en France et, parmi elles, quatre représentent 67% de l'utilisation de pesticides : le blé tendre, le colza, l'orge et la vigne. Le blé tendre représente, à lui seul, 36% de la fréquence de traitement nationale.

Les moyennes nationales masquent des évolutions contrastées selon les départements et les cultures. Certains départements voient leur IFT baisser de plus de 10% (Côte-d'Or, Haute-Marne, Meuse, Dordogne, Lot-et-Garonne, Alpes-Maritimes, Lozère et Corse du Sud) quand d'autres augmentent de plus de 10% (Indre, Cher, Indre-et-Loire et Cantal).

Les productions animales ont également un impact qui n'apparaît pas sur la carte Adonis. Il a été estimé que le soja importé pour nourrir les animaux représente 18 millions d'IFT global, soit 3 fois plus que les productions françaises d'orge, de colza ou de vin.

Lien : <https://tinyurl.com/3vps5w9p>

Source(s) : <https://solagro.org/>, novembre 2024

Lancement de « Territoire bio engagé » en Auvergne-Rhône-Alpes

Territoire bio engagé est une démarche de labellisation bio des collectivités territoriales, déjà opérationnelle en Bretagne, Centre-Val de Loire, Hauts-de-France, Nouvelle-Aquitaine, Occitanie et Pays de la Loire. Elle démarra en janvier 2025 en Auvergne-Rhône-Alpes.

Lien : <https://www.cluster-bio.com/fr/nos-actions/animer-sa-marque/territoire-bio-engage/>

Source(s) : [BIO ACTU Auvergne-Rhône-Alpes n° 25, novembre 2024](#)



L'Atelier Paysan en Suisse

Après plusieurs mois de structuration, un collectif suisse de paysan.nes, bricoleur.euses, ingénieur.es et militant.es a constitué "l'Atelier Paysan Suisse". Ils revendiquent s'être "fondés sur le modèle de l'Atelier Paysan français" pour soutenir localement la réappropriation des savoir-faire et des outils agricoles.

Lien : <https://atelier-paysan.ch/>

Source(s) : *La lettre d'information de l'Atelier Paysan, décembre 2024*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom Prénom
Organisme

Adresse d'expédition

Adresse de facturation

Téléphone E-mail

BIOPRESSE

Je m'abonne à BIOPRESSE :

Abonnement ou réabonnement en format papier (courrier) pour 1 an,
soit 11 numéros : 50 € (60 € pour l'étranger)
tarif à l'unité : 10 €

Abonnement ou réabonnement en format pdf (Internet) : gratuit

Pour vous abonner, rendez-vous sur: <https://www.abiodoc.com/abonnez-vous-au-biopresse>

TARIFS DU SERVICE DOCUMENTAIRE

	Nombre de pages	Abonnés	Non abonnés	Agriculteurs Etudiants*
Prêt d'ouvrage Indémnité forfaitaire si non-retour + forfait		80 € 8 €	80 € 8 €	80 € 6 €
Liste bibliographique thématique * sur place effectué par l'utilisateur effectué par une documentaliste * par courrier		gratuit 4 € 8 €	gratuit 6 € 16 €	gratuit 4 € 8 €
Photocopies Frais de photocopies sur place Frais de photocopies par correspondance (incluant le coût de la recherche documentaire, des photocopies et les frais d'expédition)	la page la 1ère page les suivantes	0.10 € 2 € 0.30 €	0.10 € 2 € 0.30 €	0.10 € 2 € 0.30 €
Questionnement par téléphone ou mail, et réponse immédiate ne nécessitant pas de recherche particulière		gratuit	gratuit	gratuit

* joindre un justificatif

Pour tout abonnement, réabonnement ou service documentaire à l'étranger, les frais bancaires et les frais de change sont entièrement à la charge de l'acheteur.

Pour les demandes au niveau des services documentaires, nous vous remercions de ne pas joindre de règlement à votre bon de commande. ABioDoc vous fera parvenir une facture et vous pourrez alors procéder au paiement (**chèque à l'ordre du « Régisseur ABioDoc »**)

BON DE COMMANDE

Identification du demandeur

Nom Prénom
Organisme
Adresse
Téléphone Fax

Abonné

Non abonné

Agriculteur/Etudiant

Commande de photocopies		
N° Biopresse	N° Notice	Nombre de pages
Total des pages Montant		

Prêt d'ouvrage (limité à 1 ouvrage pour une durée maximale de 2 semaines)

Auteur :

Titre :

Pour les demandes au niveau des services documentaires, nous vous remercions de ne pas joindre de règlement à votre bon de commande. ABioDoc vous fera parvenir une facture et vous pourrez alors procéder au paiement (**chèque à l'ordre du « Régisseur ABioDoc »**)

Pour tout abonnement, réabonnement ou service documentaire à l'étranger, les frais bancaires et les frais de change sont entièrement à la charge de l'acheteur.



COORDONNÉES DES ÉDITEURS DES OUVRAGES CITÉS

AGENCE BIO (Agence Française pour le Développement et la Promotion de l'Agriculture Biologique)

12 Rue Henri Rol-Tanguy, 93 100 MONTREUIL-SOUS-BOIS - FRANCE

Tél. : 01 48 70 48 30 - Fax : 01 48 70 48 45

contact@agencebio.org
<http://www.agencebio.org>

■ Note de conjoncture et d'actualités sur le secteur biologique : Septembre 2024

AGENCE BIO - 73 p.

BIO DE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR

556 Chemin des Semailles, Quartier Montfavet - BP 21284, 84 911 AVIGNON - FRANCE

Tél. : 04 90 84 03 34

contact@bio-provence.org

<https://www.bio-provence.org/>

■ Projet MiMaBio : Guide méthodologique : Mener une expérimentation sur ma ferme (Version courte)

https://www.bio-provence.org/IMG/pdf/guide_methodologique_mimabio_-_producteurs.pdf

BIO DE PROVENCE-ALPES-COTE D'AZUR - 4 p.

■ Projet MiMabio : Guide méthodologique : Construire des expérimentations en milieu paysan (version longue)

https://www.bio-provence.org/IMG/pdf/guide_methodologique_mimabio_-_structures_accompagnantes.pdf

DESGRANGES Mélanie / MERTZ Oriane / ROBERT Marion / ET AL. - 20 p.

■ Projet MiMabio : "Micro Maraîchage Bio" en région PACA : Livret "Retours d'expérimentations paysannes en maraîchage bio sur petites surfaces"

https://www.bio-provence.org/IMG/pdf/livret_resultats_essais.pdf

DESGRANGES Mélanie / MERTZ Oriane / ROBERT Marion / ET AL. - 124 p.

■ Projet MiMabio : « Micro Maraîchage Bio » en région PACA : Livret « Des repères pour s'installer en maraîchage bio sur petites surfaces : de la trajectoire aux résultats globaux »

https://www.bio-provence.org/IMG/pdf/livret_fermoscopies.pdf

DESGRANGES Mélanie / MERTZ Oriane / ROBERT Marion - 86 p.

ÉDITIONS DE L'OBSERVATOIRE

170 bis Bd du Montparnasse, 75 014 PARIS - FRANCE

Tél. : 01 55 42 72 56

contact@editions-observatoire.com

<https://editions-observatoire.com/>

■ Humus

KOENIG Gaspard - 379 p. - 22 €

ÉDITIONS DELACHAUX ET NIESTLÉ

57 Rue Gaston Tessier, 75 019 PARIS - FRANCE

Tél. : 01 41 48 82 55

delachaux@lamartiniere.fr

<http://www.delachauxetniestle.com>

■ Un sol vivant

FORTIER Jean-Martin - 112 p. - 15,90 €

■ Une année de légumes

FORTIER Jean-Martin - 126 p. - 15,90 €

■ Les légumes fruits

FORTIER Jean-Martin - 127 p. - 15,90 €

COORDONNÉES DES ÉDITEURS DES OUVRAGES CITÉS



ÉDITIONS QUAE

RD 10, 78 026 VERSAILLES CEDEX - FRANCE

Tél. : 06 33 35 48 40

<http://www.quae.com>

- Durabilité des systèmes pour la sécurité alimentaire : Combiner les approches locales et globales

THOMAS Alban / ALPHA Arlène / BARCZAK Aleksandra / ET AL. - 244 p. - 25 €

INRAE - GenPhySE

Université de Toulouse, INRAE, ENV, 31 326 CASTANET TOLOSAN - FRANCE

<https://www.inrae.fr/centres/occitanie-toulouse>

- Identification of interspecific benefits (and some limits) in an agroforestry system combining rabbits and apple trees

https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=4772533

SAVIETTO Davi / FILLON Valérie / FETIVEAU Manon / ET AL. - 43 p.

INRAE (Institut National de Recherche pour l'Agriculture, l'Alimentation et l'Environnement)

147 Rue de l'Université, 75 338 PARIS CEDEX 07 - FRANCE

Tél. : 01 42 75 90 00

<https://www.inrae.fr/>

- Enjeux agronomiques, techniques et économiques d'une mobilisation accrue des différents gisements de biomasse et de leur transformation en bioénergies

https://hal.inrae.fr/hal-04530404v1/file/20240402_Rapport%20GT%20INRAE%20Bioe%CC%81nergies%20SNBC-3.pdf

CAQUET Thierry / AXELOS Monique / SOUSSANA Jean-François / ET AL. - 46 p.

INSTITUT DE L'ÉLEVAGE

Maison Nationale des Éleveurs, 149 Rue de Bercy, 75 595 PARIS CEDEX 12 - FRANCE

Tél. : 01 40 04 51 50 - Fax : 01 40 04 52 75

<http://www.idele.fr/>

- Un système Préalpes sédentaire au GAEC des Breissand à Le Castellard-Melan (04)

<https://tinyurl.com/ypc82y22>

DAVY Fabien - 2 p.

INTERBEV

207 Rue de Bercy, 75 587 PARIS CEDEX 12 - FRANCE

Tél. : 01 44 87 44 60

interbev@interbev.fr

<http://www.interbev.fr/>

- Communiqué de presse : Observatoire des viandes bio 2023

https://www.interbev.fr/wp-content/uploads/2024/09/cp-observatoire-viandes-bio-2023_vdef.pdf

COMMISSION BIO D'INTERBEV - 9 p.

INTERBIO NOUVELLE-AQUITAINNE

Cité Mondiale, 196 Rue Guillaume Leblanc, 33 000 BORDEAUX CEDEX - FRANCE

Tél. : 05 56 79 28 52

contact@interbionouvelleaquitaine.com

<https://www.interbionouvelleaquitaine.com/>

- Le guide de la distribution de produits bio en Nouvelle-Aquitaine & en Occitanie – Édition septembre 2023

<https://www.interbio-occitanie.com/content/uploads/2023/09/guide-distri-2023-vweb.pdf>

INTERBIO NOUVELLE-AQUITAINNE / INTERBIO OCCITANIE - 86 p.

PESTICIDE ACTION NETWORK EUROPE (PAN EUROPE)

67 Rue de la Pacification, 1000 BRUXELLES - BELGIQUE

Tél. : +32 2 318 62 55

<https://www.pan-europe.info/>

- TFA : Le polluant éternel dans l'eau que nous buvons

<https://www.generations-futures.fr/actualites/eau-potable-pfas-tfa/juillet-2024-v4/>

BURTSCHER-SCHADEN Helmut - 37 p.

POLE BIO MASSIF CENTRAL

VetAgro Sup - Campus agronomique de Clermont, 89 Avenue de l'Europe - BP 35, 63 370 LEMPDES - FRANCE

Tél/Fax : 04 73 98 69 57

<http://www.poleabmc.org>

- Les exploitations caprines lait du Massif central en agriculture biologique : Résultats de la campagne 2022

https://pole-bio-massif-central.org/wp-content/uploads/2024/10/synthese-technico-economique-caprins-bio-2022_edition-2024.pdf

COLLECTIF BIOPRÉFÉRENCES CAPRINS LAIT / BOSSIS Nicole - 13 p.

- Référentiel cas types lait bio Massif central : Conjoncture 2023

https://pole-bio-massif-central.org/wp-content/uploads/2024/08/cas-types-bovin-lait-bio-massif-central_conjoncture-2023.pdf

COLLECTIF BIOPRÉFÉRENCES BOVINS LAIT / PECHUZAL Yannick - 36 p.

RÉSEAU ACTION CLIMAT-FRANCE

Mundo M, 47 Avenue Pasteur, 93 100 MONTREUIL - FRANCE

Tél. : 01 48 58 83 92

<https://reseauactionclimat.org/>

- La France face au changement climatique : toutes les régions impactées

https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2024/09/rac_climat-region-rapport_12-web.pdf

RESEAU ACTION CLIMAT-FRANCE - 86 p.

COORDONNÉES DES ÉDITEURS DES OUVRAGES CITÉS



TERRE-NET

FRANCE

<https://www.terre-net.fr/>

■ La collecte de céréales à paille bio a dégringolé en
2024

[https://www.terre-net.fr/agriculture-biologique/
article/873591/la-collecte-de-cereales-a-paille-bio-a-
degringole-en-2024](https://www.terre-net.fr/agriculture-biologique/article/873591/la-collecte-de-cereales-a-paille-bio-a-degringole-en-2024)

SAUVAGE Laure - 3 p.



LA BIOBASE

Plus de 47 000 références bibliographiques en agriculture biologique sont accessibles gratuitement sur la Biobase, la seule base de données documentaire francophone spécialisée en agriculture biologique !

Allez vite les consulter depuis le site d'ABioDoc : www.abiodoc.com
ou directement sur notre catalogue en ligne : abiodoc.docressources.fr

PRODUITS DOCUMENTAIRES D'ABIODOC

L'ensemble de nos documents sont téléchargeables gratuitement sur www.abiodoc.com



- Compilation bibliographique sur la production d'énergie renouvelable dans les élevages biologiques, 2023 ([PDF](#))
- Compilation bibliographique sur les complémentarités entre les arbres et les animaux dans les systèmes biologiques, 2023 ([PDF](#))
- Liste bibliographique sur la gestion de l'eau en élevage biologique, 2023 ([PDF](#))
- Compilation bibliographique sur les jeux sérieux intéressants pour l'agriculture biologique, 2023 ([PDF](#))
- Biopresse Hors-série : Diversification et agriculture biologique, 2022 ([PDF](#))
- Compilation bibliographique sur les études prospectives liées à l'élevage de ruminants à l'horizon 2030-2050, 2022 ([PDF](#))
- Biopresse / Référence horticole : Hors-série 2021 : Réduction des déchets plastiques, 2021 ([PDF](#))
- Listes bibliographiques sur les externalités de l'agriculture biologique : chaîne de valeur, environnement, santé et souveraineté alimentaire, 2021 ([PDF](#))
- Liste bibliographique sur l'agriculture de conservation et l'agriculture biologique, 2021 ([PDF](#))
- Biopresse Hors-série - Changement climatique, 2021 ([PDF](#))
- Listes bibliographiques sur l'accompagnement professionnel agricole, 2021 ([PDF](#))
- Témoignages d'agriculteurs bio sur des alternatives aux intrants controversés, 2020 ([PDF](#))





ABioDoc, une mine d'informations sur l'agriculture biologique

• •



- Plus de 47 000 références sur l'agriculture biologique et durable
- Veille et stockage de connaissances en agriculture biologique depuis plus de 30 ans
- Informations techniques, économiques et réglementaires en agriculture biologique et dans des domaines connexes (biodiversité, sécurité alimentaire...)
- Service de VetAgro Sup et missionné par le ministère de l'Agriculture

OUTILS DISPONIBLES

Tous les outils en ligne sont accessibles gratuitement sur www.abiodoc.com

- [Biobase](#) : **base de données documentaire** spécialisée en agriculture biologique
- [Biopresse](#) : **revue bibliographique mensuelle** sur l'actualité de l'agriculture biologique et durable
- [Infolettres thématiques](#) : **infolettres spécialisées** sur une production, une filière ou un thème particulier
- [Service questions-réponses](#) : permet de commander des listes bibliographiques personnalisées, des photocopies de documents, des prêts d'ouvrages et autres ;
- [Acteurs de la Bio](#) : base de données regroupant des intervenants et des organisations en lien avec l'AB, principalement dans les domaines de la formation, de la recherche ou du conseil
- [Chaîne YouTube](#) : espace regroupant par thématiques des vidéos intéressantes pour la bio
- [Accueil sur place](#) : pour un appui documentaire et un accès à l'ensemble du fonds documentaire